



CHAMBRE DES DÉPUTÉS
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Dossier consolidé

Projet de loi 6552

Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Date de dépôt : 07-03-2013

Date de l'avis du Conseil d'État : 02-07-2014

Auteur(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre des Finances

Liste des documents

Date	Description	Nom du document	Page
30-07-2014	Résumé du dossier	Résumé	<u>3</u>
07-03-2013	Déposé	6552/00	<u>5</u>
17-04-2013	Avis de la Chambre des Fonctionnaires et Employés publics (10.4.2013)	6552/01	<u>28</u>
22-04-2013	Addendum 1) Dépêche du Ministre des Finances au Président de la Chambre des Députés (18.4.2013) 2) Exposé des motifs	6552/02	<u>31</u>
23-05-2013	1) Avis de la Chambre de Commerce (6.5.2013) 2) Avis de la Chambre des Salariés (23.4.2013)	6552/03	<u>34</u>
03-07-2013	Avis du Conseil d'Etat (2.7.2013)	6552/04	<u>39</u>
12-02-2014	Avis de la Chambre des Métiers (27.1.2014)	6552/05	<u>42</u>
20-06-2014	Changement d'intitulé Ancien intitulé : Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des F [...]	6552/06	<u>45</u>
20-06-2014	Amendements adoptés par la/les commission(s) : Commission des Finances et du Budget	6552/06	<u>48</u>
02-07-2014	Avis complémentaire du Conseil d'Etat (1.7.2014)	6552/07	<u>51</u>
07-07-2014	Rapport de commission(s) : Commission des Finances et du Budget Rapporteur(s) :	6552/08	<u>54</u>
09-07-2014	Premier vote constitutionnel (Vote Positif) En séance publique n°30 Une demande de dispense du second vote a été introduite	6552	<u>75</u>
16-07-2014	Dispense du second vote constitutionnel par le Conseil d'Etat (16-07-2014) Evacué par dispense du second vote (16-07-2014)	6552/09	<u>78</u>
07-07-2014	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (37) de la reunion du 7 juillet 2014	37	<u>81</u>
04-07-2014	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (36) de la reunion du 4 juillet 2014	36	<u>84</u>
19-06-2014	Commission des Finances et du Budget Procès verbal (33) de la reunion du 19 juin 2014	33	<u>87</u>
15-07-2014	Publié au Mémorial A n°123 en page 1770	6552	<u>97</u>

Résumé

Projet de loi 6552 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan, et le Protocole y relatif, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Il s'agit, d'une part, d'éliminer la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait, pour un même contribuable, d'être imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un territoire, et, d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois afin de mettre en place un cadre fiscal attractif qui devrait faciliter l'intensification des échanges commerciaux et des investissements.

Historiquement, les conventions bilatérales conclues entre le Grand-Duché de Luxembourg et d'autres Etats servent à éviter la double imposition de revenus tout en soutenant la diversification et l'amélioration de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. A l'heure actuelle, le Grand-Duché de Luxembourg compte soixante-dix conventions fiscales en vigueur, dont trente-neuf sont conformes au standard de l'OCDE, précisément en ce qui concerne l'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

En ce qui concerne le projet de loi sous rubrique, le statut international de Taïwan ne se prêtant pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord est conclu entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan.

Quant aux dispositions de l'Accord, les négociations ont eu lieu sur la base de deux projets types élaborés par les autorités des deux territoires respectifs. Le modèle luxembourgeois s'inspire largement des dispositions du modèle de l'OCDE tout en prévoyant des adaptations tenant compte des spécificités de la législation fiscale du Luxembourg. Le présent Accord tient compte de ces deux modèles et respecte ainsi les intérêts particuliers des deux territoires.

L'Accord innove par rapport aux conventions conclues jusqu'à présent par le Luxembourg en ce qui concerne les organismes de placement collectif. En effet, ces derniers peuvent, selon la disposition retenue au Protocole relatif à l'article 4 de l'Accord, bénéficier « *expressis verbis* » des avantages du présent Accord en ce qui concerne la double imposition.

6552/00

N° 6552

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

* * *

*(Dépôt: le 7.3.2013)***SOMMAIRE:**

	<i>page</i>
1) Arrêté Grand-Ducal de dépôt (18.2.2013).....	1
2) Texte du projet de loi.....	2
3) Commentaire des articles de l'Accord.....	2
4) Fiche financière.....	6
5) Agreement between the Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital.....	7
6) Protocol.....	21

*

ARRETE GRAND-DUCAL DE DEPOT

Nous HENRI, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil;

Arrêtons:

Article unique.— Notre Ministre des Finances est autorisé à déposer en Notre nom à la Chambre des Députés le projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Château de Berg, le 18 février 2013

Le Ministre des Finances,

Luc FRIEDEN

HENRI

*

TEXTE DU PROJET DE LOI

Art. 1er. Sont approuvés l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011.

Art. 2. Les demandes de renseignements introduites par application de l'échange de renseignements prévu par l'Accord visé par l'article 1er sont traitées suivant la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

*

COMMENTAIRE DES ARTICLES DE L'ACCORD

Ad article 1

Les articles 1 et 2 délimitent le champ d'application de l'Accord en définissant respectivement les personnes et les impôts visés.

Dans la définition du champ d'application, il est fait référence à la notion de résident d'un „territoire“ et non à la notion de résident d'un „Etat contractant“. Cette modification est nécessaire vu que le statut international de Taïwan ne se prête pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités. L'accord est conclu entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des Impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan.

Conformément à l'article 1, l'Accord s'applique aux personnes qui sont des résidents d'un territoire ou des deux territoires.

L'Accord s'applique donc aux personnes visées à l'article 3 qui sont des résidents au sens de l'article 4, soit du territoire dans lequel l'Administration des Contributions Directes est compétente pour l'application de la législation fiscale luxembourgeoise, soit du territoire sur lequel l'Agence des impôts taïwanaise est compétente pour l'application de la législation fiscale.

Le paragraphe 3 de l'article 2 fournit une liste des impôts actuels auxquels l'Accord s'appliquera. Du côté luxembourgeois, il s'agit de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, de l'impôt sur le revenu des collectivités, de l'impôt sur la fortune et de l'impôt commercial communal.

Cependant, le paragraphe 4 prévoit que l'Accord s'appliquera aux impôts de nature identique ou analogue qui, après la signature, s'ajouteraient ou remplaceraient ceux couverts par l'Accord.

L'article 3 réunit un certain nombre de dispositions générales nécessaires à l'interprétation des termes utilisés dans l'Accord afin de prévenir d'éventuelles divergences d'interprétation et de qualification dans les deux territoires. Il comprend au sous-paragraphe a) du paragraphe 1 la définition de „territoire“.

L'article 4 donne une définition de l'expression „résident“. Cette notion est importante, étant donné que l'Accord ne s'applique qu'aux personnes qui sont des résidents d'un territoire ou des deux territoires. Elle permet de résoudre les cas de double résidence.

Le paragraphe 1 vise en principe les personnes qui sont assujetties dans un territoire en vertu de la législation interne. Il retient comme critères le domicile, la résidence, le siège de direction, le lieu d'enregistrement ou tout autre critère de nature analogue.

Le lieu d'enregistrement a été ajouté à l'énumération des termes et expressions qui peuvent être pris en considération pour la qualification de l'expression „résident d'un territoire“.

Pour ce qui est de la résidence des sociétés, le critère du siège de direction effective en tant que critère de préférence n'a pas été retenu à la demande des négociateurs taïwanais. Le paragraphe 4 de l'Accord figure dans les commentaires du modèle de l'OCDE et il propose une solution alternative pour résoudre les cas de double résidence de sociétés. Il préconise une approche au cas par cas des autorités compétentes des deux territoires pour déterminer le siège de direction effective d'une personne morale.

En l'absence d'un accord entre les autorités compétentes des deux territoires, une personne ne pourra prétendre à aucun des allègements ou exonérations prévus par l'Accord sauf dans la mesure et selon les conditions convenues par les autorités compétentes des deux territoires en ayant recours au mécanisme de la procédure amiable prévue à l'article 25.

En ce qui concerne les personnes physiques, il y a lieu de relever que Taïwan applique le système de territorialité. Le paragraphe 2 de l'article 4 vise à confirmer de façon explicite qu'une personne physique n'est pas obligatoirement à exclure du champ d'application du présent Accord au motif que le système fiscal qui lui est appliqué repose sur l'existence du principe de territorialité.

En effet, cette approche est expressément confirmée par les commentaires de l'OCDE relatifs à l'article 4 qui disposent à ce sujet „... elle risquerait d'exclure du champ d'application de la Convention tous les résidents de pays qui appliquent un principe de territorialité en matière fiscale alors que de toute évidence, ce n'est pas le résultat recherché“. L'approche adoptée à l'article 4 est donc conforme aux commentaires de l'OCDE.

Le paragraphe 3 de l'article 4 vise à résoudre les cas de double résidence des personnes physiques par l'application des critères retenus aux sous-paragraphes a) à c).

Le Protocole de l'Accord relatif à l'article 4 confirme de façon explicite qu'un organisme de placement collectif qui est établi dans un territoire et qui est considéré comme une personne morale aux fins d'imposition dans ce territoire est considéré comme un résident du territoire dans lequel il est établi et comme le bénéficiaire effectif des revenus qu'il reçoit.

A ce propos, il y a lieu de relever que les organismes de placement collectif sont explicitement considérés comme des résidents de sorte qu'ils peuvent bénéficier des avantages de l'Accord.

En contrepartie les dividendes et les intérêts payés à un organisme de placement collectif sont soumis à une retenue à la source de 15% tandis que pour les personnes autres qu'un organisme de placement collectif cette retenue s'élève à 10%, sous réserve des dispositions du paragraphe 3 de l'article 11.

L'article 5 donne une définition de l'établissement stable. Elle ne correspond qu'en partie au modèle de l'OCDE et reprend entre autres certaines dispositions du modèle des Nations Unies qui a adopté une définition plus large de la notion d'établissement stable.

Ainsi, le paragraphe 3. a) considère comme établissement stable un chantier de construction ou de montage, un projet de dragage ainsi que les activités de surveillance s'y exerçant lorsque ce chantier ou ces activités ont une durée supérieure à six mois.

Par ailleurs, le paragraphe 3. b) prévoit que la fourniture de services dans un territoire par une entreprise agissant par l'intermédiaire de salariés ou d'autre personnel engagé à cette fin constitue un établissement stable lorsque ces salariés ou ce personnel séjournent dans ce territoire pendant une ou des périodes excédant au total six mois endéans toute période de douze mois.

Les articles 6 à 21 posent les règles d'attribution du droit d'imposition concernant diverses catégories de revenus pour lesquelles des dispositions détaillées sont nécessaires.

L'article 6 traite de l'imposition des revenus immobiliers. Il accorde le droit d'imposer le revenu des biens immobiliers au territoire dans lequel est situé le bien immobilier qui produit le revenu. Le paragraphe 4 précise que les dispositions des paragraphes 1 et 3 s'appliquent non seulement aux revenus de biens immobiliers des entreprises industrielles ou commerciales, mais également aux revenus des biens immobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante visés à l'article 14.

L'article 7 qui a trait aux bénéfices des entreprises reprend le texte du modèle de l'OCDE dans sa version 2008.

Cet article dispose qu'une entreprise n'est imposable dans le territoire de la source que si elle y dispose d'un établissement stable. Dans cette hypothèse, seuls les bénéfices imputables à cet établissement stable sont imposables dans le territoire de la source des revenus.

Le paragraphe 1 de l'article 8 concernant la navigation maritime et aérienne ne se réfère pas, pour la détermination du droit d'imposition, à la notion de siège de direction effective, mais au territoire dont l'entreprise est un résident.

Le paragraphe 2 énumère certains revenus qui constituent des bénéfices provenant de l'exploitation de navires ou d'aéronefs en trafic international.

Le paragraphe 3 dispose que les participants à un pool, une exploitation en commun ou à un organisme international d'exploitation ne sont imposables que sur la partie des bénéfices qui leur est imputable en proportion de leur participation dans l'activité commune.

L'*article 9* permet à un territoire d'opérer des ajustements de bénéfices à des fins fiscales lorsque des transactions ont été conclues entre des entreprises associées dans des conditions autres que celles de pleine concurrence. La rectification de la comptabilité des transactions entre entreprises associées peut entraîner une double imposition économique. Le paragraphe 2 vise à supprimer ces doubles impositions.

L'*article 10* partage le droit d'imposition des dividendes entre le territoire d'où proviennent ces dividendes et le territoire duquel le bénéficiaire est un résident.

Le paragraphe 2 fixe les taux applicables dans le territoire d'où proviennent ces dividendes. Ainsi, l'impôt établi dans le territoire d'où proviennent ces dividendes ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des dividendes, si le bénéficiaire effectif est un organisme de placement collectif. Dans tous les autres cas, la retenue maximale s'élève à 10 pour cent du montant brut des dividendes.

Le même principe est repris à l'*article 11* qui régit l'imposition des intérêts. Il dispose que l'impôt établi dans le territoire d'où proviennent ces intérêts ne peut excéder 15 pour cent du montant brut des intérêts, si le bénéficiaire effectif est un organisme de placement collectif. Dans tous les autres cas, la retenue maximale s'élève à 10 pour cent du montant brut des intérêts.

Le paragraphe 3 prévoit entre autres une exemption de la retenue à la source sur intérêts en relation avec des prêts interbancaires.

Contrairement à la disposition du modèle de l'OCDE qui ne prévoit qu'une imposition dans le territoire duquel le bénéficiaire des redevances est un résident, l'*article 12* partage le droit d'imposition entre le territoire de la source, d'une part, et de résidence du bénéficiaire effectif, d'autre part.

L'imposition dans le territoire de la source ne peut excéder 10 pour cent du montant brut des redevances. L'ajout, par rapport au modèle de l'OCDE, d'une telle retenue à la source sur les redevances a rendu nécessaire l'insertion du paragraphe 5 définissant le territoire de la source.

L'*article 13* traite les gains en capital. Le paragraphe 2 précise que la règle générale ainsi établie vaut également pour les biens mobiliers servant à l'exercice d'une profession indépendante visée à l'article 14. Le paragraphe 4 du modèle de l'OCDE concernant l'aliénation d'actions de sociétés à prépondérance immobilière a été omis.

A la demande des négociateurs taïwanais, l'Accord comprend un *article 14* concernant l'imposition des professions indépendantes qui ne figure plus dans le modèle de convention de l'OCDE depuis la version 2000.

Cet article dispose que le droit d'imposition des revenus qu'un résident d'un territoire tire d'une profession indépendante est attribué au territoire où s'exerce une pareille activité par l'intermédiaire d'une base fixe. Il en est de même dans l'hypothèse où le résident séjourne pendant plus de 183 jours dans le territoire où s'exerce l'activité indépendante. Dans ce cas, seule la fraction des revenus qui est tirée des activités exercées dans cet autre territoire est imposable dans cet autre territoire.

Au paragraphe 3 de l'*article 15* sur les professions dépendantes, il est fait référence à la résidence de l'entreprise et non pas au siège de direction effective en ce qui concerne le personnel travaillant à bord d'un navire ou d'un aéronef exploité en trafic international.

L'*article 16* vise les rémunérations perçues par une personne physique ou morale qui est un résident d'un territoire, en sa qualité de membre du conseil d'administration ou de surveillance d'une société qui est un résident de l'autre territoire. L'article considère que ces services sont imposables dans le territoire dont la société concernée est un résident.

S'agissant de l'*article 17* ayant pour objet l'imposition des artistes du spectacle et des sportifs, celui-ci stipule que les revenus des artistes du spectacle ainsi que des sportifs sont imposables dans le

territoire où ils exercent leurs activités, même si ces revenus sont attribués non pas à l'artiste ou au sportif lui-même, mais à une autre personne.

Le paragraphe 3 prévoit certains cas où les dispositions sur l'imposition dans le territoire de l'exercice des activités ne s'appliquent pas. Dans ces cas, les revenus sont imposables dans le territoire de résidence de l'artiste du spectacle ou du sportif.

L'*article 18* qui règle le droit d'imposition des pensions et rentes retient de façon générale un droit d'imposition exclusif pour le territoire duquel proviennent les pensions et rentes.

Cette disposition s'applique également aux pensions et autres rémunérations similaires payées en application de la législation sur la sécurité sociale. Elle maintient en matière de pensions la position de négociation générale du Luxembourg prévoyant une imposition dans le territoire de la source.

L'*article 19* réglementant le droit d'imposition des revenus relatifs aux fonctions publiques suit l'approche adoptée par la disposition correspondante du modèle de l'OCDE.

L'*article 20* règle le régime d'imposition applicable aux étudiants.

L'*article 21* régleme le droit d'imposition des revenus qui ne sont pas traités dans les articles 6 à 20. Suivant le modèle de l'OCDE ces revenus ne sont, en principe, imposables que dans le territoire dont le bénéficiaire est un résident.

Le paragraphe 3 de l'article 21 déroge au principe général du modèle de l'OCDE en permettant l'imposition dans le territoire duquel proviennent des éléments du revenu qui ne sont pas expressément mentionnés dans les autres articles de l'Accord.

L'*article 22* régleme le droit l'imposition de la fortune.

L'*article 23* contient les dispositions pour éliminer la double imposition.

Le Luxembourg a choisi la méthode de l'exemption avec réserve de progressivité pour éviter la double imposition. Cette méthode consiste à exonérer de l'impôt luxembourgeois les revenus et la fortune imposables à Taïwan, mais à en tenir compte pour calculer le taux d'impôt applicable aux revenus et à la fortune qui sont imposables au Luxembourg.

En ce qui concerne les dividendes, les intérêts et les redevances dont le droit d'imposition est, aux termes des articles 10, 11 et 12, partagé entre le territoire d'où proviennent les revenus et le territoire dont le bénéficiaire est un résident, le Luxembourg applique pour ces catégories de revenus la méthode de l'imputation. Il en est de même pour les revenus des artistes et sportifs visés à l'article 17, ainsi que pour les autres revenus visés au paragraphe 3 de l'article 21.

Cette méthode consiste à intégrer ces revenus de source étrangère dans la base d'imposition luxembourgeoise, mais à déduire de l'impôt luxembourgeois l'impôt payé sur ces revenus à Taïwan. La déduction ne peut toutefois pas dépasser l'impôt luxembourgeois relatif à ces revenus.

Le sous-paragraphe c) du paragraphe 1 est conforme au modèle de l'OCDE. La disposition proposée par l'OCDE a pour objet d'éviter l'absence d'imposition qui résulterait de désaccords entre le territoire de résidence et le territoire de la source sur les faits d'un cas spécifique ou sur l'interprétation des dispositions de l'Accord. Cette disposition permet ainsi d'éviter une double exonération, de sorte à ne pas aboutir à un résultat qui est contraire à l'objet d'un Accord tendant à éviter les doubles impositions.

Taïwan a opté d'une manière générale pour la méthode de l'imputation.

Les *articles 24 à 30* contiennent certaines dispositions spéciales ainsi que les dispositions finales de l'Accord.

L'*article 24* établit le principe de la non-discrimination. Le paragraphe 6 vise à préciser que les sociétés étrangères ne sont pas exclues de mesures fiscales existant dans la législation taïwanaise.

L'*article 25* règle les cas où une procédure amiable peut être engagée entre les autorités compétentes des deux territoires. Il prévoit que les autorités compétentes doivent s'efforcer de régler par voie

d'accord amiable la situation des contribuables qui ont fait l'objet d'une imposition non conforme aux dispositions de l'Accord. En outre, l'article donne aux autorités compétentes les moyens pour résoudre par accord amiable les problèmes relatifs à l'interprétation ou l'application de l'Accord.

L'article 26 régleme l'échange de renseignements entre les territoires contractants. L'article contient des dispositions sur l'échange de renseignements qui respectent le standard international. Le paragraphe 5 de l'article 26 permet donc un échange de renseignements sur demande selon le standard OCDE. Le Protocole précise les conditions et modalités dans lesquelles un échange d'informations devra se faire. L'échange de renseignements ne se fera que pour les impôts visés par l'Accord.

L'article 27 sur la limitation des avantages du présent Accord contient à la demande des négociateurs taïwanais une disposition destinée à empêcher l'utilisation incorrecte de l'Accord.

Le paragraphe dispose qu'un territoire peut refuser les avantages de l'Accord s'il est établi que le principal objectif ou l'un des principaux objectifs est d'obtenir les avantages prévus par l'Accord.

Il s'agit d'une clause générale anti-abus mais elle oblige les deux territoires de s'engager dans des consultations entre autorités compétentes avant de refuser les exonérations ou réductions d'impôt prévues par l'Accord. Cette clause empêche donc qu'un territoire puisse appliquer l'article 27 de manière unilatérale pour refuser les avantages du présent Accord.

L'interprétation et l'application du présent article est à faire conformément aux commentaires relatifs à l'article 1 du modèle de convention fiscale.

L'article 28 dispose que l'article 19 du présent Accord s'applique également du côté luxembourgeois au personnel du bureau responsable pour le commerce et les investissements à Taipei, et du côté taïwanais au personnel du bureau responsable pour les relations avec le Luxembourg désigné par les autorités de Taïwan.

L'article 29 établit les règles relatives à l'entrée en vigueur de l'Accord dans les deux territoires contractants.

L'article 30 décrit la procédure à respecter en cas de dénonciation de l'Accord par l'un des territoires contractants.

L'Accord est complété par un Protocole dont les dispositions ont été commentées aux articles auxquels elles se réfèrent. Le Protocole forme partie intégrante de l'Accord.

L'Accord a été signé en langue anglaise.

Ad article 2

Les dispositions de l'article 2 font référence à la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Ces articles instituent la procédure pour gérer les relations entre le contribuable et les administrations fiscales dans le cadre de l'échange de renseignements.

*

FICHE FINANCIERE

(art. 79 de la loi du 8 juin 1999 sur le Budget, la Comptabilité et la Trésorerie de l'Etat)

Le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

*

AGREEMENT

between the Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital

The Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1

Persons covered

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the territories referred to in paragraph 3 of Article 2.

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of each territory or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in the territory in which the taxation law administered by the Direct Tax Administration (Administration des Contributions Directes) of Luxembourg is applied:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
 including the surcharges levied thereon, whether or not they are collected by withholding at source;
 - b) in the territory in which the taxation laws administered by the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan are applied:
 - (i) the profit-seeking enterprise income tax;
 - (ii) the individual consolidated income tax; and
 - (iii) the income basic tax;
 including the surcharges levied thereon, whether or not they are collected by withholding at source.
4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the territories shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

*Article 3***General definitions**

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „territory“ means the territory referred to in paragraph 3a) or 3b) of Article 2, as the context requires. The terms „other territory“ and „territories“ shall be construed accordingly;
 - b) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;
 - c) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - d) the terms „enterprise of a territory“ and „enterprise of the other territory“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a territory and an enterprise carried on by a resident of the other territory;
 - e) the term „international traffic“ means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a territory, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other territory;
 - f) the term „competent authority“ means:
 - (i) in the case of the territory in which the taxation law administered by the Direct Tax Administration (Administration des Contributions Directes) of Luxembourg is applied, the Director of Taxes or his authorised representative;
 - (ii) in the case of the territory in which the taxation law administered by the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan is applied, the Director General of the Taxation Agency or his authorised representative.
2. As regards the application of the Agreement at any time by a territory, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that territory for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that territory prevailing over a meaning given to the term under other laws of that territory.

*Article 4***Resident**

1. For the purposes of this Agreement, the term „resident of a territory“ means any person who, under the laws of that territory, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature, and also includes the authority administering a territory or any political subdivision or local authority thereof.
2. A person is not a resident of a territory for the purposes of this Agreement if that person is liable to tax in that territory in respect only of income from sources in that territory or capital situated therein, provided that this paragraph shall not apply to individuals who are residents of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2, as long as resident individuals are taxed only in respect of income from sources in that territory in accordance with its Income Tax Act.
3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both territories, then his status shall be determined as follows:
 - a) he shall be deemed to be a resident only of the territory in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both territories, he shall be deemed to be a resident only of the territory with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
 - b) if the territory in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either territory, he shall be deemed to be a resident only of the territory in which he has an habitual abode;
 - c) if he has an habitual abode in both territories or in neither of them, the competent authorities of the territories shall settle the question by mutual agreement.

4. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both territories, the competent authorities of the territories shall endeavour to determine by mutual agreement the territory of which such person shall be deemed to be a resident for the purposes of the Agreement, having regard to its place of effective management, the place where it is incorporated or otherwise constituted and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall not be entitled to any relief or exemption from tax provided by this Agreement except to the extent and in such manner as may be agreed upon by the competent authorities of the territories.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.
2. The term „permanent establishment“ includes especially:
 - a) a place of management;
 - b) a branch;
 - c) an office;
 - d) a factory;
 - e) a workshop, and
 - f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.
3. The term „permanent establishment“ also encompasses:
 - a) a building site, a construction, a dredging project or assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only if such site, project or activities lasts more than 6 months;
 - b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise of a territory through employees or other personnel or persons engaged by the enterprise for such purpose, but only if activities of that nature continue (for the same or a connected project) in the other territory for a period or periods aggregating more than 6 months within any twelve-month period.
4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:
 - a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
 - b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
 - c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
 - d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
 - e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a territory an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that territory in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a territory merely because it carries on business in that territory through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a territory controls or is controlled by a company which is a resident of the other territory, or which carries on business in that other territory (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a territory from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other territory may be taxed in that other territory.

2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the territory in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a territory shall be taxable only in that territory unless the enterprise carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other territory but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a territory carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein, there shall in each territory be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the territory in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a territory to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that territory from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits of an enterprise of a territory from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that territory.

2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic include:

- a) profits from the rental on a full (time or voyage) basis or a bareboat basis of ships or aircraft; and
- b) profits from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods or merchandise;

where such rental or such use, maintenance or rental, as the case may be, is incidental to the operation of ships or aircraft in international traffic.

3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency, but only so much of the profits so derived as is attributable to the participant in proportion to its share in the joint operation.

Article 9

Associated enterprises

1. Where

- a) an enterprise of a territory participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other territory, or
- b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a territory and an enterprise of the other territory,

and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a territory includes in the profits of an enterprise of that territory – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other territory has been charged to tax in that other territory and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned territory if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other territory shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if that other territory considers the adjustment justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the territories shall if necessary consult each other.

*Article 10****Dividends***

1. Dividends paid by a company which is a resident of a territory to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.
2. However, such dividends may also be taxed in the territory of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that territory, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other territory, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 15 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner of the dividends is a collective investment vehicle established in the other territory and treated as a body corporate for tax purposes in that other territory;
 - b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.
3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the territory of which the company making the distribution is a resident.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a territory, carries on business in the other territory of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.
5. Where a company which is a resident of a territory derives profits or income from the other territory, that other territory may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other territory or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base situated in that other territory, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other territory.

*Article 11****Interest***

1. Interest arising in a territory and paid to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.
2. However, such interest may also be taxed in the territory in which it arises and according to the laws in force in that territory, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other territory, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 15 per cent of the gross amount of the interest if the beneficial owner of the interest is a collective investment vehicle established in the other territory and treated as a body corporate for tax purposes in that other territory;
 - b) 10 per cent of the gross amount of the interest in all other cases.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a territory shall be exempt from tax in that territory if it is paid:
 - a) to the other territory, a political subdivision or a local authority or the Central Bank thereof or any financial institution wholly owned or controlled by the other territory;

- b) in respect of a loan granted, guaranteed or insured or a credit extended, guaranteed or insured by an approved instrumentality of the other territory which aims at promoting export;
- c) on loans made between banks.

4. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a territory, carries on business in the other territory in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a territory when the payer is a resident of that territory. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a territory or not, has in a territory a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the territory in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each territory, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a territory and paid to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

2. However, such royalties may also be taxed in the territory in which they arise and according to the laws of that territory, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films and films or tapes for television or radio broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a territory, carries on business in the other territory in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a territory when the payer is a resident of that territory. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a territory or not, has in a territory

a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the territory in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each territory, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a territory from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other territory may be taxed in that other territory.
2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a territory in the other territory for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other territory.
3. Gains derived by an enterprise of a territory from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that territory.
4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the territory of which the alienator is a resident.

Article 14

Independent personal services

1. Income derived by a resident of a territory in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that territory except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other territory:
 - a) if he has a fixed base regularly available to him in the other territory for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other territory; or
 - b) if his stay in the other territory is for a period or periods amounting to or exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the calendar year concerned; in that case, only so much income as is derived from his activities performed in that other territory may be taxed in that other territory.
2. The term „professional services“ includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a territory in respect of an employment shall be taxable only in that territory

unless the employment is exercised in the other territory. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other territory.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a territory in respect of an employment exercised in the other territory shall be taxable only in the first-mentioned territory if:

- a) the recipient is present in the other territory for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other territory, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other territory.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the territory of which the enterprise is a resident.

Article 16

Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a territory in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

Article 17

Artistes and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a territory as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other territory, may be taxed in that other territory.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the territory in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities exercised in a territory by an artistes or sportsperson if the visit to that territory is wholly or mainly supported by public funds of one or both of the authorities administering a territory or any political subdivision or local authority thereof. In such case, the income is taxable only in the territory of which the artiste or the sportsperson is a resident.

Article 18

Pensions and annuities

1. Pensions and other similar remuneration paid to a resident of a territory in consideration of past employment, shall be taxable only in the territory in which they arise. This provision shall also apply to annuities and to pensions and other similar remuneration paid by an entity of a territory under social security legislation in force in that territory or under a public scheme organised by that territory in order to supplement the benefits of that social security legislation.

2. The term „annuity“ means a stated sum payable periodically at stated times during life or during a specified or ascertainable period of time under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money's worth.

Article 19

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension or annuity, paid by an authority administering a territory, a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that territory or subdivision or authority shall be taxable only in that territory.
- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other territory if the services are rendered in that territory and the individual is a resident of that territory who:
 - (i) is a national of that territory; or
 - (ii) did not become a resident of that territory solely for the purpose of rendering the services.
2. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages, pensions or annuities, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by an authority administering a territory or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 20

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a territory a resident of the other territory and who is present in the first-mentioned territory solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that territory, provided that such payments arise from sources outside that territory.

Article 21

Other income

1. Items of income of a resident of a territory, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that territory.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a territory, carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal service from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.
3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article, items of income of a resident of a territory not dealt with in the foregoing articles of this Agreement and arising in the other territory may also be taxed in that other territory.

Article 22

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a territory and situated in the other territory, may be taxed in that other territory.

2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a territory in the other territory for the purpose of performing independent personal services may be taxed in that other territory.
3. Capital of an enterprise of a territory represented by ships and aircraft operated in international traffic, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that territory.
4. All other elements of capital of a resident of a territory shall be taxable only in that territory.

Article 23

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of the law of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:

- a) where a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in the other territory, the first-mentioned territory shall, subject to the provisions of paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
- b) where a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 17 and paragraph 3 of Article 21 may be taxed in the other territory, the first-mentioned territory shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in the other territory. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the other territory;
- c) the provisions of paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 where the other territory applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11 or 12 to such income.

2. Subject to the provisions of the law of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2 regarding the elimination of double taxation, double taxation shall be eliminated as follows:

where a resident of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2 derives income from the other territory, the amount of tax on that income paid in that other territory (but excluding, in the case of a dividend, tax paid in respect of the profits out of which the dividend is paid) and in accordance with the provisions of this Agreement, shall be credited against the tax levied in the first-mentioned territory imposed on that resident. The amount of credit, however, shall not exceed the amount of the tax in the first-mentioned territory on that income computed in accordance with its taxation laws and regulations.

Article 24

Non-discrimination

1. Nationals of a territory shall not be subjected in the other territory to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other territory in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the territories.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory shall not be less favourably levied in that other territory than the taxation levied on enterprises

of that other territory carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a territory to grant to residents of the other territory any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.

3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a territory to a resident of the other territory shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned territory. Similarly, any debts of an enterprise of a territory to a resident of the other territory shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned territory.

4. Enterprises of a territory, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other territory, shall not be subjected in the first-mentioned territory to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned territory are or may be subjected.

5. The provisions of this Article shall apply to taxes which are the subject of this Agreement.

6. This Article shall not be construed so as to apply to any provision of the laws of a territory which:

- a) does not allow tax rebates, credits or exemption in relation to dividends paid by a company that is a resident of that territory for purposes of its tax; or
- b) is designed for the purpose of the promotion of economic development and public policy and is not applicable in the case of a permanent establishment of an enterprise which is a resident of the other territory provided that the first mentioned territory does not impose income tax on the earnings which are repatriated to that enterprise by its permanent establishment.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the territories result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those territories, present his case to the competent authority of the territory of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the territory of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other territory, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the territories.

3. The competent authorities of the territories shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the territories may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the territories shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of

the domestic laws concerning taxes covered by this Agreement imposed on behalf of the territories, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Article 1.

2. Any information received under paragraph 1 by a territory shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that territory and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a territory the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other territory;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other territory;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).

4. If information is requested by a territory in accordance with this Article, the other territory shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other territory may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a territory to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a territory to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27

Limitation on benefits

Notwithstanding the provisions of any other Article of this Agreement, a resident of a territory shall not receive the benefit of any reduction in or exemption from tax provided for in the Agreement by the other territory if as a result of consultations between the competent authorities of both territories it is established that the conduct of operations by such resident had for the main purpose or one of the main purposes to obtain the benefits of this Agreement.

Article 28

Staff of representative offices

The provisions of Article 19 are applicable to staff of the Luxembourg Trade and Investment Office, Taipei and staff of the representative office responsible for relations with Luxembourg sent by the governing authorities of Taiwan.

Article 29

Entry into force

1. The Agreement shall be approved in accordance with the internal legal procedures under the laws in force of both territories. The Agreement shall enter into force on the date of the later notification of the competent authorities that the internal legal procedures have been completed.

2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income payable on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 30

Termination

1. The Agreement shall be applicable indefinitely in each territory. The competent authorities of the territories may communicate with each other for the purpose of the termination of this Agreement. In that event, the information of termination to the other territory shall be given at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of the entry into force of this Agreement.
2. The Agreement shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income payable on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the information of termination is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which information of termination is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Luxembourg this day of 19th December 2011, in the English language.

*For the Direct Tax Administration
of Luxembourg*
(signature)

*For the Taxation Agency of the Ministry
of Finance in Taipei, Taiwan*
(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

I. With reference to Article 4:

A collective investment vehicle which is established in a territory and that is treated as a body corporate for tax purposes in this territory shall be considered as a resident of the territory in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 26:

The competent authority of the requesting territory shall provide the following information to the competent authority of the requested territory when making a request for information under the Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting territory wishes to receive the information from the requested territory;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested territory or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested territory;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the requesting territory has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Luxembourg this day of 19th December 2011, in the English language.

*For the Direct Tax Administration
of Luxembourg*
(signature)

*For the Taxation Agency of the Ministry
of Finance in Taipei, Taiwan*
(signature)

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6552/01

N° 6552¹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

* * *

**AVIS DE LA CHAMBRE DES FONCTIONNAIRES
ET EMPLOYES PUBLICS**

(10.4.2013)

Par dépêche du 5 mars 2013, Monsieur le Ministre des Finances a demandé, „dans les meilleurs délais“ bien évidemment, l'avis de la Chambre des fonctionnaires et employés publics sur le projet de loi spécifié à l'intitulé.

Le texte dudit projet a la particularité qu'il ne comporte pas d'exposé des motifs, qu'il se résume à deux articles et que son commentaire ne concerne pas ceux-ci, mais les trente articles de l'Accord faisant l'objet du projet de loi. A son tour, l'Accord signé n'est disponible qu'en langue anglaise, donc une langue qui n'est pas une des trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg. Aussi le délai entre la signature de l'Accord et du Protocole en date du 19 décembre 2011 et la date du dépôt du projet de loi sous avis à la Chambre des députés (7.3.2013) est pour le moins inhabituel.

Historiquement, les conventions bilatérales conclues entre le Grand-Duché de Luxembourg et d'autres Etats servent aussi bien à éviter la double imposition de revenus qu'à la diversification et à l'amélioration de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. A l'heure actuelle, le Grand-Duché de Luxembourg compte soixante-quatre conventions fiscales en vigueur, dont vingt-cinq sont conformes au standard de l'OCDE, précisément en ce qui concerne l'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

Par le présent Accord le gouvernement luxembourgeois vise à élargir son réseau de conventions bilatérales en englobant le „territoire“ de Taïwan.

Le texte sous avis comporte en outre la particularité qu'il ne s'agit pas d'une convention classique conclue entre Etats, mais d'un Accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei sur le „territoire“ de Taïwan. Le commentaire de l'article 1er de l'Accord fournit l'explication que Taïwan n'est pas un Etat contractant „vu que le statut international de Taïwan ne se prête pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités“.

En ce qui concerne le détail des articles de l'Accord, la Chambre des fonctionnaires et employés publics n'entend pas commenter le contenu, qui de toute façon s'apparente aux conventions classiques contre les doubles impositions conclues entre Etats signataires. Cependant, elle note avec satisfaction que l'Accord faisant l'objet du présent projet de loi contient sous l'article 26 la disposition du paragraphe 5 prévoyant l'échange de renseignements sur demande selon le standard de l'OCDE. L'Accord avec le territoire de Taïwan constitue donc une „convention“ supplémentaire conforme aux exigences internationales.

Par ailleurs, la Chambre des fonctionnaires et employés publics espère que les auteurs du projet de loi sont conscients du risque que peut avoir cet Accord sur les relations sino-luxembourgeoises, sachant

que l'île de Taïwan „reste officiellement une province de la République populaire de Chine“ (svt Wikipédia).

Comme le projet de loi sous avis est dans l'intérêt de l'économie luxembourgeoise, la Chambre des fonctionnaires et employés publics l'approuve, sous réserve des commentaires qui précèdent.

(Avis émis conformément aux dispositions de l'article 3, alinéa 2, du règlement d'ordre interne de la Chambre des fonctionnaires et employés publics).

Luxembourg, le 10 avril 2013.

Le Directeur,
G. MULLER

Le Président,
E. HAAG

6552/02

N° 6552²

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
<i>Addendum</i>	
1) Dépêche du Ministre des Finances au Président de la Chambre des Députés (18.4.2013).....	1
2) Exposé des motifs	2

*

**DEPECHE DU MINISTRE DES FINANCES
AU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
(18.4.2013)**

Monsieur le Président,

Lors du dépôt du projet de loi n° 6552 sous rubrique en date du 7 mars 2013, l'exposé des motifs n'était pas joint.

S'agissant d'un simple oubli, je joins en complément au dépôt, l'exposé des motifs et vous prie de bien vouloir le faire publier comme document parlementaire.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma haute considération.

Pour le Ministre des Finances,
Alphonse BERNS
Ambassadeur, Directeur de la fiscalité

*

EXPOSE DES MOTIFS

L'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, a pour objet, d'une part, l'élimination de la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait, pour un même contribuable, d'être imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un territoire, et d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts effectués ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois en vue d'offrir un cadre fiscal attractif qui devrait faciliter l'intensification des échanges commerciaux et des investissements. Il est d'autant plus important dans la mesure où un certain nombre d'Etats européens – Pays-Bas (2001), Belgique (2004), France (2010), Allemagne (2011), – disposent actuellement déjà d'un tel Accord avec Taïwan.

Le statut international de Taïwan ne se prêtant pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord est conclu entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des Impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan.

Quant aux dispositions de l'Accord, elles sont pratiquement conformes à ce qui est retenu dans une convention contre les doubles impositions „classique“ entre deux Etats et suivent grosso modo l'approche adoptée par le modèle de convention fiscale de l'OCDE.

Les négociations ont eu lieu sur la base de deux projets types élaborés par les autorités des deux territoires. Le modèle luxembourgeois s'inspire largement des dispositions du modèle de l'OCDE tout en prévoyant un nombre d'adaptations pour tenir compte des spécificités de la législation fiscale du Luxembourg. Le présent Accord tient compte de ces deux modèles et respecte ainsi les intérêts particuliers des deux territoires.

L'Accord innove par rapport aux Conventions conclues jusqu'à présent par le Luxembourg en ce qui concerne les organismes de placement collectif. En effet, il y a lieu de relever que les organismes de placement collectif peuvent en vertu de la disposition retenue au point I. du Protocole relatif à l'article 4 de l'Accord bénéficier expressis verbis des avantages du présent Accord.

L'article 26 de l'Accord contient des dispositions sur l'échange de renseignements. Le présent projet de loi s'inscrit dans le contexte des lois des 31 mars 2010 et 16 juillet 2011 portant approbation de conventions fiscales et avenants comportant des dispositions conformes au standard international en matière d'échange de renseignements.

Il y a cependant lieu de signaler que le déchet de recettes budgétaires résultant de l'application du présent Accord ne devrait pas tirer à conséquence. En effet, le déchet provenant du partage de la matière imposable sera compensé dans une large mesure par les retombées fiscales provenant de l'intensification des opérations commerciales et financières pouvant profiter aux deux territoires contractants.

6552/03

N° 6552³

CHAMBRE DES DEPUTES

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

* * *

SOMMAIRE:

	<i>page</i>
1) Avis de la Chambre de Commerce (6.5.2013)	1
2) Avis de la Chambre des Salariés (23.4.2013)	3

*

AVIS DE LA CHAMBRE DE COMMERCE

(6.5.2013)

L'objet du projet de loi sous avis (ci-après dénommé le „Projet“) est de poursuivre la politique du Gouvernement visant à conclure des conventions préventives de double imposition, avenants ou encore protocoles, conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière d'échange d'informations sur demande, d'une part, d'étendre le réseau de conventions préventives de double imposition, d'autre part, et de fixer la procédure d'échange de renseignements sur demande y relative.

Ainsi, le Projet sous avis approuve la convention fiscale conclue avec Taïwan et le protocole y relatif.

En ce qui concerne la procédure d'échange de renseignements, le Projet reprend à l'identique les textes des lois du 31 mars 2010¹ et du 16 juillet 2011² portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande.

Dans la mesure où il s'agit en l'occurrence d'un Projet élaboré dans la même logique que les projets de loi précédents ayant trait aux accords d'échange de renseignements sur demande, la Chambre de Commerce n'a pas d'observations particulières à formuler. En conséquence, elle se permet, dans un souci de concision, de renvoyer aux commentaires formulés dans le cadre des avis émis à l'occasion des projets de loi ayant abouti à l'adoption de lois précitées, ainsi qu'à celui émis récemment au sujet du projet de loi n° 6501 portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande³.

En ce qui concerne toutefois l'article 2 du Projet sous avis et plus particulièrement la **technique législative du renvoi**, il paraîtrait opportun à la Chambre de Commerce de reformuler le renvoi à la loi du 31 mars 2010.

1 Loi publiée au Mémorial A n° 51 du 6 avril 2010, p. 830 et s.

2 Loi publiée au Mémorial A n° 146 du 21 juillet 2011, p. 2024 et s.

3 Avis de la Chambre de Commerce du 8 avril 2013.

En effet, le Projet prévoit un renvoi aux articles 2 à 6 de la loi de 2010 qui traitent des questions de la procédure d'exécution des demandes de renseignements sur le territoire luxembourgeois. Parmi ces dispositions figure notamment l'article 3 (2), qui est considéré comme la base juridique permettant de déroger au secret bancaire (article 41(1) et (2) de la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier, respectivement article 178bis de la loi générale des impôts/Abgabenordnung). Or, il apparaît que cet article 3 (2) renvoie lui-même à l'article 1er de la loi de 2010 qui ne vise que les pays y mentionnés. En l'absence d'une dérogation expresse au secret bancaire figurant dans le Projet sous avis, il est permis de douter que l'article 3 (2) de la loi de 2010 constitue à lui seul une base légale suffisante pour permettre le transfert des informations demandées à l'administration des contributions dans le cadre d'une demande de renseignement fondée sur l'une des conventions faisant l'objet du Projet sous avis.

La question se pose dès lors de savoir si le renvoi ne devrait pas se limiter aux articles 3 à 6 de la loi de 2010.

*

Après consultation de ses ressortissants, la Chambre de Commerce ne peut marquer son accord au projet de loi que sous réserve de la prise en compte de ses remarques.

*

AVIS DE LA CHAMBRE DES SALARIES

(23.4.2013)

Par lettre en date du 5 mars 2013, Monsieur Luc Frieden, ministre des Finances, a fait parvenir à notre chambre professionnelle le projet de loi sous rubrique pour avis.

1. Le projet de loi a pour objet d'approuver un accord avec Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune.

2. Le projet de loi poursuit ainsi la politique visant à négocier et à modifier des conventions de non double imposition conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière de l'échange d'informations sur demande.

3. Le projet de loi est à voir dans le contexte de la loi du 31 mars 2010¹ et de la loi du 16 juillet 2011² portant approbation de conventions contre les doubles impositions et avenants qui contiennent des dispositions relatives à l'échange de renseignements, telles qu'elles figurent à l'article 26 de la convention modèle actuelle de l'OCDE.

4. L'article 2 du projet de loi dispose ainsi que les demandes de renseignements introduites par application de l'échange de renseignements prévu par l'Accord sont traitées suivant la procédure instituée par les articles 2 à 6 de la loi du 31 mars 2010 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Ces articles instituent la procédure pour gérer les relations entre le contribuable et les administrations fiscales dans le cadre de l'échange de renseignements.

5. La Chambre des salariés n'a pas d'observations particulières à émettre en ce qui concerne le projet de loi sous avis.

Luxembourg, le 23 avril 2013

Pour la Chambre des salariés,

La Direction,
René PIZZAFERRI
Norbert TREMUTH

Le Président,
Jean-Claude REDING

1 Avis I/04/2010 de la CSL du 11 février 2010

2 Avis I/22/2011 de la CSL du 7 avril 2011

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6552/04

N° 6552⁴**CHAMBRE DES DEPUTES**

Session ordinaire 2012-2013

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

* * *

AVIS DU CONSEIL D'ETAT

(2.7.2013)

Par dépêche du 6 mars 2013, le Premier Ministre, Ministre d'Etat, a soumis à l'avis du Conseil d'Etat le projet de loi sous rubrique. Au texte du projet, élaboré par le ministre des Finances, étaient joints le texte de l'accord conclu entre l'Administration des contributions directes et l'Agence des impôts du Ministère des finances à Taipei (Taïwan), un commentaire de cet accord, une fiche d'évaluation d'impact, ainsi qu'une fiche financière. L'exposé des motifs est parvenu au Conseil d'Etat par dépêche du 22 avril 2013. L'avis de la Chambre des fonctionnaires et des employés publics est parvenu au Conseil d'Etat par dépêche du 16 avril 2013, et les avis de la Chambre de commerce et de la Chambre des salariés lui ont été communiqués par dépêche du 23 mai 2013.

*

Le Conseil d'Etat tient d'abord à rappeler que le Luxembourg a cessé de reconnaître officiellement Taïwan en tant qu'Etat après la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine en 1972. Le présent accord ne constitue donc pas un traité international au sens classique entre deux Etats souverains. Cette analyse est confirmée par l'exposé des motifs, qui relève que „le statut international de Taïwan ne se prêtant pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord est conclu entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des Impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan“. Les dispositions de l'accord ne sont pas inconciliables avec la convention préventive des doubles impositions conclue avec la Chine en 1994¹ et entrée en vigueur le 1er janvier 1996: l'article 3, paragraphe 1er, point a) de cette convention dispose que „le terme „Chine" désigne la République Populaire de Chine“, mais le texte prend soin de préciser que „employé dans un sens géographique, il désigne tout territoire de la République Populaire de Chine, ..., auquel la législation fiscale chinoise est d'application, ...“. Le territoire de Taïwan n'est donc pas couvert par la convention fiscale conclue par le Luxembourg avec la Chine.

L'accord sous examen comporte des dispositions dérogatoires au droit commun, et notamment à la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu. En vertu de l'article 101 de la Constitution, nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi. Il s'ensuit que l'accord administratif précité ne peut être exécuté dans son intégralité qu'après avoir reçu force de loi.

¹ Loi du 24 mai 1995 portant approbation de la Convention entre le Grand-Duché de Luxembourg et la République Populaire de Chine tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, signée à Pékin, le 12 mars 1994 (Mémorial A – n° 45 du 6 juin 1995, p. 1234).

Suivant l'article 37 de la Constitution, le Grand-Duc fait les traités. Il s'ensuit que le Grand-Duc ouvre les négociations avec d'autres sujets de droit international.

Comme l'accord administratif sous avis n'a pas été conclu par le Grand-Duc avec une personne morale de droit international, ce document ne représente pas un traité, ni au sens de l'article 37 de la Constitution, ni au sens du droit international. Dès lors la Chambre des députés ne peut pas donner son assentiment à cet accord administratif suivant les formes et les règles applicables aux traités internationaux.

Le législateur est toutefois en droit d'instaurer de façon unilatérale un dispositif équivalent à celui déterminé dans l'arrangement trouvé entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des finances à Taipei (Taïwan).

Dans ce contexte, le Conseil d'Etat se permet de faire un rapprochement avec le droit belge, et en particulier avec la Constitution belge, qui comporte des dispositions comparables aux articles 37 et 101 de notre Constitution. Dans son avis du 25 juillet 2005², le Conseil d'Etat belge a développé les mêmes considérations et il a abouti à la même conclusion: „En vue de permettre l'exécution de cet Accord, celui-ci sera, conformément à l'article 172 de la Constitution, introduit dans l'ordre juridique belge par une loi particulière et son application en Belgique et à Taïwan reposera sur le principe de réciprocité. Une telle loi fait l'objet de la procédure prévue à l'article 78 de la Constitution, qui est également suivie pour les autres modifications de la législation fiscale interne. L'adage „*lex specialis derogat legi generali*“ (la loi particulière déroge à la loi générale) s'applique par ailleurs“.

Dans les conditions données, il conviendra de reformuler l'intitulé du projet de loi, qui pourrait se lire comme suit:

„Projet de loi relative au régime fiscal des résidents luxembourgeois sur les revenus et la fortune qui ont leur source dans le territoire de Taïwan et des résidents de ce territoire sur leurs revenus d'origine luxembourgeoise et sur l'échange de renseignements et l'assistance au recouvrement avec les autorités fiscales de Taïwan“

Cette loi disposerait que, par dérogation aux dispositions régissant l'impôt sur le revenu, l'impôt sur la fortune et l'impôt commercial communal perçu à charge des contribuables résidents du Luxembourg sur les revenus et la fortune qui ont leur source dans le territoire de Taïwan et des résidents de ce territoire sur leurs revenus et la fortune d'origine luxembourgeoise sont déterminés, au Luxembourg, sous condition de réciprocité, selon des règles qui s'inspirent de l'accord sous examen et du protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011, qui prévoient, en outre, des stipulations permettant l'échange de renseignements et l'assistance pour le recouvrement.

Les stipulations de l'accord et du protocole seraient ensuite reproduites, à l'exception des articles 28 et 29, tout comme de la finale de l'accord („en foi de quoi les soussignés ...“), du préambule et de la finale du protocole, qui seraient à adapter en conséquence.

Il semble par ailleurs évident au Conseil d'Etat que, conformément à l'article 2 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, le texte sous avis soit reproduit en français dans la future loi.

Au vu de l'ensemble des observations qui précèdent, le Conseil d'Etat s'oppose formellement au texte sous avis qui est contraire à l'article 37 de la Constitution.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 2 juillet 2013.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

² Avis du Conseil d'Etat de Belgique du 25 juillet 2005, n° 38.652/2/V, sur le projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre le Belgian Office, Taipei et le Taipei Representative Office in Belgium tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Bruxelles le 13 octobre 2004.

6552/05

N° 6552⁵

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

* * *

AVIS DE LA CHAMBRE DES METIERS

(27.1.2014)

Par sa lettre du 5 mars 2013, Monsieur le Ministre des Finances a bien voulu demander l'avis de la Chambre des Métiers au sujet du projet de loi repris sous rubrique.

Le projet de loi approuve l'accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan ayant pour but d'éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011.

L'accord est conclu entre les administrations fiscales respectives vu que le statut international de Taïwan ne se prête pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités.

L'objet du projet de loi sous avis est de poursuivre la politique du Gouvernement visant à conclure des conventions préventives de double imposition, avenants ou encore protocoles, conformes aux standards internationaux de l'OCDE en matière d'échange d'informations sur demande, d'une part, d'étendre le réseau de conventions préventives de double imposition, d'autre part, et de fixer la procédure d'échange de renseignements sur demande y relative.

Le projet de loi reprend à l'identique les textes de la loi du 31 mars 2010 et de la loi du 16 juillet 2011 portant approbation de conventions contre les doubles impositions et avenants pour ce qui est des dispositions relatives à l'échange de renseignements.

Comme il s'agit d'un projet élaboré dans la même logique que les autres projets de loi approuvant les accords d'échange de renseignements sur demande, la Chambre des Métiers n'a pas d'observations particulières à formuler.

Luxembourg, le 27 janvier 2014

Pour la Chambre des Métiers

Le Directeur Général,
Paul ENSCH

Le Président,
Roland KUHN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6552/06

N° 6552⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

* * *

**AMENDEMENT PARLEMENTAIRE ADOPTE PAR LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET**

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(20.6.2014)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un amendement au projet de loi mentionné sous rubrique que la Commission des Finances et du Budget a adopté lors de sa réunion du 19 juin 2014.

Cet amendement consiste à remplacer l'intitulé et le texte du projet de loi initial par le nouveau texte suivant:

„PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Art. 1er. L'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011, dont le texte est joint à la présente loi, sortiront, sous condition de réciprocité, leur plein et entier effet conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de l'Accord.

Art. 2. La présente loi entre en vigueur à la date à laquelle l'Accord et le Protocole visés à l'article 1er entrent en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 1er de cet Accord.

Art. 3. La présente loi cessera de s'appliquer:

1. si le principe de réciprocité mentionné à l'article 1er n'est pas observé;
- ou

2. en cas de dénonciation de l'Accord et du Protocole visés à l'article 1er, aux impôts sur le revenu auxquels les dispositions de cet Accord et de ce Protocole cesseront de s'appliquer conformément à l'article 30 de cet Accord."

Motivation de l'amendement:

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'est opposé formellement au texte initial du projet de loi le jugeant contraire à l'article 37 de la Constitution. Comme l'accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei n'a pas été conclu par le Grand-Duc avec un sujet de droit international, ce document ne constitue, selon lui, un traité ni au sens de l'article 37 de la Constitution ni en droit international.

Dans un courrier qu'il a adressé au Premier Ministre en date du 20 décembre 2013, le Conseil d'Etat a néanmoins proposé au Gouvernement, s'il avait des hésitations à suivre la voie tracée par le Conseil d'Etat dans son avis, de remplacer le texte initial du projet de loi par un texte s'alignant sur le *dispositif de la loi belge du 3 décembre 2005 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre le Belgian Office, Taipei et le Taipei Representative Office in Belgium tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 13 octobre 2004* auquel les documents en cause pourraient être repris de manière intacte et dans la langue de rédaction de l'accord visé, en l'espèce la langue anglaise, dans la loi. Dans cette hypothèse, l'accord conclu obtiendrait force de loi sans relever du droit international.

La Commission des Finances et du Budget, à laquelle ce courrier a été soumis au cours de sa réunion du 19 juin 2014, a décidé de reprendre ce texte et d'en informer le Conseil d'Etat par le biais du présent amendement.

*

Vu l'urgence de l'adoption de ce projet de loi avant les vacances d'été, je vous saurais gré de bien vouloir considérer cet amendement au cours de votre séance du **1er juillet 2014**.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

6552/06

N° 6552⁶

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

* * *

**AMENDEMENT PARLEMENTAIRE ADOPTE PAR LA COMMISSION
DES FINANCES ET DU BUDGET**

**DEPECHE DU PRESIDENT DE LA CHAMBRE DES DEPUTES
AU PRESIDENT DU CONSEIL D'ETAT**

(20.6.2014)

Monsieur le Président,

Me référant à l'article 19 (2) de la loi du 12 juillet 1996 portant réforme du Conseil d'Etat, j'ai l'honneur de vous faire parvenir un amendement au projet de loi mentionné sous rubrique que la Commission des Finances et du Budget a adopté lors de sa réunion du 19 juin 2014.

Cet amendement consiste à remplacer l'intitulé et le texte du projet de loi initial par le nouveau texte suivant:

„PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Art. 1er. L'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011, dont le texte est joint à la présente loi, sortiront, sous condition de réciprocité, leur plein et entier effet conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de l'Accord.

Art. 2. La présente loi entre en vigueur à la date à laquelle l'Accord et le Protocole visés à l'article 1er entrent en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 1er de cet Accord.

Art. 3. La présente loi cessera de s'appliquer:

1. si le principe de réciprocité mentionné à l'article 1er n'est pas observé;
- ou

2. en cas de dénonciation de l'Accord et du Protocole visés à l'article 1er, aux impôts sur le revenu auxquels les dispositions de cet Accord et de ce Protocole cesseront de s'appliquer conformément à l'article 30 de cet Accord."

Motivation de l'amendement:

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'est opposé formellement au texte initial du projet de loi le jugeant contraire à l'article 37 de la Constitution. Comme l'accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei n'a pas été conclu par le Grand-Duc avec un sujet de droit international, ce document ne constitue, selon lui, un traité ni au sens de l'article 37 de la Constitution ni en droit international.

Dans un courrier qu'il a adressé au Premier Ministre en date du 20 décembre 2013, le Conseil d'Etat a néanmoins proposé au Gouvernement, s'il avait des hésitations à suivre la voie tracée par le Conseil d'Etat dans son avis, de remplacer le texte initial du projet de loi par un texte s'alignant sur le *dispositif de la loi belge du 3 décembre 2005 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre le Belgian Office, Taipei et le Taipei Representative Office in Belgium tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 13 octobre 2004* auquel les documents en cause pourraient être repris de manière intacte et dans la langue de rédaction de l'accord visé, en l'espèce la langue anglaise, dans la loi. Dans cette hypothèse, l'accord conclu obtiendrait force de loi sans relever du droit international.

La Commission des Finances et du Budget, à laquelle ce courrier a été soumis au cours de sa réunion du 19 juin 2014, a décidé de reprendre ce texte et d'en informer le Conseil d'Etat par le biais du présent amendement.

*

Vu l'urgence de l'adoption de ce projet de loi avant les vacances d'été, je vous saurais gré de bien vouloir considérer cet amendement au cours de votre séance du **1er juillet 2014**.

Copie de la présente est envoyée pour information à Monsieur Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'Etat, à Monsieur Pierre Gramegna, Ministre des Finances, et à Monsieur Fernand Etgen, Ministre aux Relations avec le Parlement.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma considération très distinguée.

Le Président de la Chambre des Députés,
Mars DI BARTOLOMEO

6552/07

N° 6552⁷

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

* * *

AVIS COMPLEMENTAIRE DU CONSEIL D'ETAT

(1.7.2014)

Par dépêche du 20 juin 2014, le président de la Chambre des députés a saisi le Conseil d'Etat d'un amendement au projet de loi sous objet qui avait été adopté par la Commission des finances et du budget lors de sa réunion du 19 juin 2014. A l'amendement en question était joint un commentaire explicatif.

La commission parlementaire a décidé de reprendre la proposition de texte que le Conseil d'Etat avait soumise au Gouvernement dans une lettre du 20 décembre 2013.

En effet, le Conseil d'Etat avait observé dans la lettre précitée que, „Si le Gouvernement avait néanmoins des hésitations à suivre la voie tracée dans le prédit avis [avis du Conseil d'Etat du 2 juillet 2013], qui consistait à reproduire les stipulations de l'accord et du protocole en langue française dans la loi, le Conseil d'Etat pourrait s'accommoder, dans une large majorité de ses membres, d'un texte qui s'alignerait sur le dispositif de la loi belge du 3 décembre 2005 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre le Belgian Office, Taipei et le Taipei Representative Office in Belgium tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 13 octobre 2004, auquel les documents en cause pourraient être repris de manière intacte et dans la langue de rédaction de l'accord visé, en l'espèce la langue anglaise, dans la loi. Dans cette hypothèse, l'accord conclu obtiendrait force de loi sans relever du droit international.“

Suivait une proposition de texte que la commission parlementaire a fait sienne et qui n'appelle pas d'observation du Conseil d'Etat.

Ainsi délibéré en séance plénière, le 1er juillet 2014.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6552/08

N° 6552⁸

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

* * *

RAPPORT DE LA COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

(7.7.2014)

La Commission se compose de: M. Eugène BERGER, Président; Mme Joëlle ELVINGER, Rapporteur; MM. Guy ARENDT, Alex BODRY, Franz FAYOT, Luc FRIEDEN, Gast GIBERYEN, Claude HAAGEN, Jean-Claude JUNCKER, Henri KOX, Mme Viviane LOSCHETTER, MM. Gilles ROTH, Claude WISELER et Michel WOLTER, Membres.

*

1. ANTECEDENTS

Le projet de loi 6552 a été déposé par l'ancien Ministre des Finances le 7 mars 2013.

Au texte du projet de loi étaient joints le texte de l'accord conclu entre l'Administration des Contributions Directes et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei (Taïwan), un commentaire des articles de cet accord, ainsi qu'une fiche financière.

La Chambre des fonctionnaires et employés publics a rendu son avis le 10 avril 2013.

Le 18 avril 2014, un exposé des motifs a été joint au projet de loi.

La Chambre des salariés a émis son avis le 23 avril 2013. L'avis de la Chambre de Commerce a été rendu le 6 mai 2013.

Le Conseil d'Etat a émis son avis le 2 juillet 2013.

La Chambre des Métiers a rendu son avis en date du 27 janvier 2014.

Lors de la réunion de la Commission des Finances et du Budget (COFIBU) du 19 juin 2014, Mme Joëlle Elvinger a été désignée rapporteur du projet de loi.

La COFIBU a procédé à l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat au cours de cette même réunion. Elle a soumis un amendement au Conseil d'Etat le 20 juin 2014.

Le Conseil d'Etat a rendu son avis complémentaire le 1er juillet 2014.

La COFIBU a adopté le projet de rapport au cours de la réunion du 7 juillet 2014.

*

2. OBJET DU PROJET DE LOI

Le projet de loi sous rubrique a pour objet d'approuver l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei,

Taiwan, et le Protocole y relatif, tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune. Il s'agit, d'une part, d'éliminer la double imposition juridique, à savoir celle résultant du fait, pour un même contribuable, d'être imposé au titre d'un même revenu ou d'une même fortune par plus d'un territoire, et, d'autre part, de prévenir la fraude fiscale.

Cet accord s'inscrit dans le cadre des efforts déployés ces dernières années par le Gouvernement luxembourgeois afin de mettre en place un cadre fiscal attractif qui devrait faciliter l'intensification des échanges commerciaux et des investissements. L'opportunité de l'accord en question s'explique également dans la mesure où un certain nombre d'Etats européens – Pays-Bas (2001), Belgique (2004), France (2010), Allemagne (2011), – disposent actuellement déjà d'un tel accord avec Taiwan.

Historiquement, les conventions bilatérales conclues entre le Grand-Duché de Luxembourg et d'autres Etats servent à éviter la double imposition de revenus tout en soutenant la diversification et l'amélioration de la compétitivité de l'économie luxembourgeoise. A l'heure actuelle, le Grand-Duché de Luxembourg compte soixante-dix conventions fiscales en vigueur, dont trente-neuf sont conformes au standard de l'OCDE, précisément en ce qui concerne l'échange de renseignements sur demande entre administrations fiscales.

En ce qui concerne le projet de loi sous rubrique, le statut international de Taiwan ne se prêtant pas à la conclusion d'un traité au sens de la Convention de Vienne sur le droit des traités, l'accord est conclu entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taiwan.

Quant aux dispositions de l'Accord, les négociations ont eu lieu sur la base de deux projets types élaborés par les autorités des deux territoires respectifs. Le modèle luxembourgeois s'inspire largement des dispositions du modèle de l'OCDE tout en prévoyant des adaptations tenant compte des spécificités de la législation fiscale du Luxembourg. Le présent Accord tient compte de ces deux modèles et respecte ainsi les intérêts particuliers des deux territoires.

L'Accord innove par rapport aux conventions conclues jusqu'à présent par le Luxembourg en ce qui concerne les organismes de placement collectif. En effet, ces derniers peuvent, selon la disposition retenue au Protocole relatif à l'article 4 de l'Accord, bénéficier „*expressis verbis*“ des avantages du présent Accord en ce qui concerne la double imposition.

En ce qui concerne la procédure d'échange de renseignements, le projet de loi initial reprenait à l'identique les textes des lois du 31 mars 2010 et du 16 juillet 2011 portant approbation des conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Ce texte a ensuite été remplacé par un nouveau libellé (voir le commentaire des articles).

Il y a également lieu de signaler que l'application du présent Accord devrait rester sans conséquence en matière de déchet de recettes budgétaires. En effet, le déchet provenant du partage de la matière imposable sera compensé dans une large mesure par les retombées fiscales provenant de l'intensification des opérations commerciales et financières pouvant profiter aux deux territoires contractants. C'est dans ce contexte que le projet de loi ne comporte pas de dispositions dont l'application est susceptible de grever le budget de l'Etat.

*

3. AVIS DES CHAMBRES PROFESSIONNELLES

Dans son avis du 10 avril 2013, la Chambre des fonctionnaires et employés publics constate que l'Accord en question n'est disponible qu'en langue anglaise, donc une langue qui n'est pas une des trois langues administratives du Grand-Duché de Luxembourg.

Elle relève également que le délai entre la signature de l'Accord et du Protocole en date du 19 décembre 2011 et la date du dépôt du projet de loi sous avis à la Chambre des députés (7 mars 2013) est inhabituel.

En outre, elle note avec satisfaction que l'Accord faisant l'objet du présent projet de loi contient sous l'article 26 la disposition du paragraphe 5 prévoyant l'échange de renseignements sur demande selon le standard de l'OCDE. L'Accord avec le territoire de Taiwan constitue donc une „*convention*“ supplémentaire conforme aux exigences internationales.

Comme le projet de loi sous avis est dans l'intérêt de l'économie luxembourgeoise, la Chambre des fonctionnaires et employés publics exprime son approbation par rapport à ce dernier.

Dans son avis du 23 avril 2013, la Chambre des salariés n'émet pas d'observations particulières.

Dans son avis du 6 mai 2013, la Chambre de Commerce renvoie, dans un souci de concision, aux commentaires formulés dans le cadre des avis émis à l'occasion des projets de loi ayant abouti aux textes des lois du 31 mars 2010 et du 16 juillet 2011, ainsi qu'à celui émis récemment au sujet du projet de loi 6501, tous portant approbation de conventions fiscales et prévoyant la procédure y applicable en matière d'échange de renseignements sur demande. Dans un souci de technique législative, elle propose de reformuler le renvoi à la loi du 31 mars 2010.

Dans son avis du 27 janvier 2014, la Chambre des Métiers n'a pas d'observations particulières à formuler à l'égard du projet de loi sous avis. Comme il s'agit d'un projet élaboré dans la même logique que les autres projets de loi approuvant les accords d'échange de renseignements sur demande, la Chambre des Métiers ne juge pas utile d'émettre des constatations supplémentaires.

*

4. AVIS DU CONSEIL D'ETAT

Dans son avis du 2 juillet 2013, le Conseil d'Etat s'oppose formellement au texte sous avis après avoir donné une série de renseignements de contextualisation du projet de loi en question.

Comme il est mentionné dans l'exposé des motifs du projet de loi, le Conseil d'Etat rappelle que le Luxembourg a cessé de reconnaître officiellement Taïwan en tant qu'Etat après la reconnaissance diplomatique de la République populaire de Chine en 1972. Le présent accord ne constitue donc pas un traité international au sens classique entre deux Etats souverains. En outre, les dispositions de l'accord ne sont pas inconciliables avec la convention préventive des doubles impositions conclue avec la Chine en 1994 et entrée en vigueur le 1er janvier 1996: l'article 3, paragraphe 1er, point a) de cette convention dispose que „*le terme „Chine“ désigne la République Populaire de Chine*“, mais le texte prend soin de préciser que, „*employé dans un sens géographique, il désigne tout territoire de la République Populaire de Chine, ..., auquel la législation fiscale chinoise est d'application, (...)*“. Le territoire de Taïwan n'est donc pas couvert par la convention fiscale conclue par le Luxembourg avec la Chine.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat précise que l'accord sous examen comporte des dispositions dérogoatoires au droit commun, et notamment à la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu. En vertu de l'article 101 de la Constitution, nulle exemption ou modération d'impôt ne peut être établie que par une loi. Il s'ensuit que l'accord administratif précité ne peut être exécuté dans son intégralité qu'après avoir reçu force de loi.

Suivant l'article 37 de la Constitution, le Grand-Duc fait les traités. Il s'ensuit que le Grand-Duc ouvre les négociations avec d'autres sujets de droit international. Comme l'accord administratif sous avis n'a pas été conclu par le Grand-Duc avec une personne morale de droit international, ce document ne représente pas un traité, ni au sens de l'article 37 de la Constitution, ni au sens du droit international. Dès lors la Chambre des députés ne peut pas donner son assentiment à cet accord administratif suivant les formes et les règles applicables aux traités internationaux.

Le législateur est toutefois en droit d'instaurer de façon unilatérale un dispositif équivalent à celui déterminé dans l'arrangement trouvé entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei (Taïwan).

Après avoir fait un rapprochement avec le droit belge, et en particulier avec la Constitution belge, le Conseil d'Etat s'oppose formellement au texte initial du présent projet de loi qui est contraire à l'article 37 de la Constitution.

De plus, le Conseil d'Etat demande que, conformément à l'article 2 de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues, le texte sous avis soit reproduit en français dans la future loi.

Dans son avis complémentaire du 1er juillet 2014, le Conseil d'Etat constate que la COFIBU a fait sienne la proposition de texte qu'il avait soumise au Gouvernement dans une lettre du 20 décembre 2013 (voir le commentaire des articles).

*

5. COMMENTAIRE DES ARTICLES

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'est opposé formellement au texte initial du projet de loi en le jugeant contraire à l'article 37 de la Constitution. Comme l'accord entre l'Administration des contributions directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei n'a pas été conclu par le Grand-Duc avec un sujet de droit international, ce document ne constitue, selon lui, pas un traité ni au sens de l'article 37 de la Constitution ni en droit international.

Dans un courrier qu'il a adressé au Premier Ministre en date du 20 décembre 2013, le Conseil d'Etat a néanmoins proposé au Gouvernement, s'il avait des hésitations à suivre la voie tracée par le Conseil d'Etat dans son avis, de remplacer le texte initial du projet de loi par un texte s'alignant sur le *dispositif de la loi belge du 3 décembre 2005 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre le Belgian Office, Taipei et le Taipei Representative Office in Belgium tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 13 octobre 2004* auquel les documents en cause pourraient être repris de manière intacte et dans la langue de rédaction de l'accord visé, en l'espèce la langue anglaise, dans la loi. Dans cette hypothèse, l'accord conclu obtiendrait force de loi sans relever du droit international.

La Commission des Finances et du Budget, à laquelle ce courrier a été soumis au cours de sa réunion du 19 juin 2014, a décidé de reprendre ce texte et d'en informer le Conseil d'Etat par le biais d'un amendement.

Dans son avis complémentaire du 1er juillet 2014, le Conseil d'Etat indique que cette façon de procéder n'appelle pas d'observation de sa part.

*

6. TEXTE PROPOSE PAR LA COMMISSION PARLEMENTAIRE

Compte tenu de ce qui précède, la Commission des Finances et du Budget recommande à la Chambre des Députés d'adopter le projet de loi 6552 dans la teneur qui suit:

*

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Art. 1er. L'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011, dont le texte est joint à la présente loi, sortiront, sous condition de réciprocité, leur plein et entier effet conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de l'Accord.

Art. 2. La présente loi entre en vigueur à la date à laquelle l'Accord et le Protocole visés à l'article 1er entrent en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 1er de cet Accord.

Art. 3. La présente loi cessera de s'appliquer:

1. si le principe de réciprocité mentionné à l'article 1er n'est pas observé;
- ou

2. en cas de dénonciation de l'Accord et du Protocole visés à l'article 1er, aux impôts sur le revenu auxquels les dispositions de cet Accord et de ce Protocole cesseront de s'appliquer conformément à l'article 30 de cet Accord.

Luxembourg, le 7 juillet 2014

Le Président,
Eugène BERGER

Le Rapporteur,
Joëlle ELVINGER

*

AGREEMENT

**between the Direct Tax Administration of Luxembourg
and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in
Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and
the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on
income and on capital**

The Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan

Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1

Persons covered

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the territories referred to in paragraph 3 of Article 2.

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of each territory or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in the territory in which the taxation law administered by the Direct Tax Administration (Administration des Contributions Directes) of Luxembourg is applied:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
 including the surcharges levied thereon, whether or not they are collected by withholding at source;
 - b) in the territory in which the taxation laws administered by the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan are applied:
 - (i) the profit-seeking enterprise income tax;

(ii) the individual consolidated income tax; and

(iii) the income basic tax;

including the surcharges levied thereon, whether or not they are collected by withholding at source.

4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the territories shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 - a) the term „territory“ means the territory referred to in paragraph 3a) or 3b) of Article 2, as the context requires. The terms „other territory“ and „territories“ shall be construed accordingly;
 - b) the term „person“ includes an individual, a company and any other body of persons;
 - c) the term „company“ means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - d) the terms „enterprise of a territory“ and „enterprise of the other territory“ mean respectively an enterprise carried on by a resident of a territory and an enterprise carried on by a resident of the other territory;
 - e) the term „international traffic“ means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a territory, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other territory;
 - f) the term „competent authority“ means:
 - (i) in the case of the territory in which the taxation law administered by the Direct Tax Administration (Administration des Contributions Directes) of Luxembourg is applied, the Director of Taxes or his authorised representative;
 - (ii) in the case of the territory in which the taxation law administered by the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan is applied, the Director General of the Taxation Agency or his authorised representative.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a territory, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that territory for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that territory prevailing over a meaning given to the term under other laws of that territory.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term „resident of a territory“ means any person who, under the laws of that territory, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature, and also includes the authority administering a territory or any political subdivision or local authority thereof.

2. A person is not a resident of a territory for the purposes of this Agreement if that person is liable to tax in that territory in respect only of income from sources in that territory or capital situated therein, provided that this paragraph shall not apply to individuals who are residents of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2, as long as resident individuals are taxed only in respect of income from sources in that territory in accordance with its Income Tax Act.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both territories, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the territory in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both territories, he shall be deemed to be a resident only of the territory with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the territory in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either territory, he shall be deemed to be a resident only of the territory in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both territories or in neither of them, the competent authorities of the territories shall settle the question by mutual agreement.

4. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both territories, the competent authorities of the territories shall endeavour to determine by mutual agreement the territory of which such person shall be deemed to be a resident for the purposes of the Agreement, having regard to its place of effective management, the place where it is incorporated or otherwise constituted and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall not be entitled to any relief or exemption from tax provided by this Agreement except to the extent and in such manner as may be agreed upon by the competent authorities of the territories.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term „permanent establishment“ means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term „permanent establishment“ includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. The term „permanent establishment“ also encompasses:

- a) a building site, a construction, a dredging project or assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only if such site, project or activities lasts more than 6 months;
- b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise of a territory through employees or other personnel or persons engaged by the enterprise for such purpose, but only if activities of that nature continue (for the same or a connected project) in the other territory for a period or periods aggregating more than 6 months within any twelve-month period.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term „permanent establishment“ shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;
- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;

- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
 - f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.
5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a territory an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that territory in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.
6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a territory merely because it carries on business in that territory through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.
7. The fact that a company which is a resident of a territory controls or is controlled by a company which is a resident of the other territory, or which carries on business in that other territory (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a territory from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other territory may be taxed in that other territory.
2. The term „immovable property“ shall have the meaning which it has under the law of the territory in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.
3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.
4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a territory shall be taxable only in that territory unless the enterprise carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other territory but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.
2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a territory carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein, there shall in each territory be

attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the territory in which the permanent establishment is situated or elsewhere.
4. Insofar as it has been customary in a territory to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that territory from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.
5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.
6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.
7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits of an enterprise of a territory from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that territory.
2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic include:
 - a) profits from the rental on a full (time or voyage) basis or a bareboat basis of ships or aircraft; and
 - b) profits from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods or merchandise;
 where such rental or such use, maintenance or rental, as the case may be, is incidental to the operation of ships or aircraft in international traffic.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency, but only so much of the profits so derived as is attributable to the participant in proportion to its share in the joint operation.

Article 9

Associated enterprises

1. Where
 - a) an enterprise of a territory participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other territory, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a territory and an enterprise of the other territory,
 and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then

any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.

2. Where a territory includes in the profits of an enterprise of that territory – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other territory has been charged to tax in that other territory and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned territory if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other territory shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if that other territory considers the adjustment justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the territories shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a territory to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

2. However, such dividends may also be taxed in the territory of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that territory, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other territory, the tax so charged shall not exceed:

- a) 15 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner of the dividends is a collective investment vehicle established in the other territory and treated as a body corporate for tax purposes in that other territory;
- b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term „dividends“ as used in this Article means income from shares, „jouissance“ shares or „jouissance“ rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the territory of which the company making the distribution is a resident.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a territory, carries on business in the other territory of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

5. Where a company which is a resident of a territory derives profits or income from the other territory, that other territory may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other territory or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base situated in that other territory, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other territory.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a territory and paid to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

2. However, such interest may also be taxed in the territory in which it arises and according to the laws in force in that territory, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other territory, the tax so charged shall not exceed:

- a) 15 per cent of the gross amount of the interest if the beneficial owner of the interest is a collective investment vehicle established in the other territory and treated as a body corporate for tax purposes in that other territory;
- b) 10 per cent of the gross amount of the interest in all other cases.

3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a territory shall be exempt from tax in that territory if it is paid:

- a) to the other territory, a political subdivision or a local authority or the Central Bank thereof or any financial institution wholly owned or controlled by the other territory;
- b) in respect of a loan granted, guaranteed or insured or a credit extended, guaranteed or insured by an approved instrumentality of the other territory which aims at promoting export;
- c) on loans made between banks.

4. The term „interest“ as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.

5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a territory, carries on business in the other territory in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

6. Interest shall be deemed to arise in a territory when the payer is a resident of that territory. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a territory or not, has in a territory a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the territory in which the permanent establishment or fixed base is situated.

7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each territory, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a territory and paid to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

2. However, such royalties may also be taxed in the territory in which they arise and according to the laws of that territory, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.

3. The term „royalties“ as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cine-

matograph films and films or tapes for television or radio broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.

4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a territory, carries on business in the other territory in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a territory when the payer is a resident of that territory. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a territory or not, has in a territory a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the territory in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each territory, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a territory from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other territory may be taxed in that other territory.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a territory in the other territory for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other territory.

3. Gains derived by an enterprise of a territory from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that territory.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the territory of which the alienator is a resident.

Article 14

Independent personal services

1. Income derived by a resident of a territory in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that territory except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other territory:

- a) if he has a fixed base regularly available to him in the other territory for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other territory; or

b) if his stay in the other territory is for a period or periods amounting to or exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the calendar year concerned; in that case, only so much income as is derived from his activities performed in that other territory may be taxed in that other territory.

2. The term „professional services“ includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a territory in respect of an employment shall be taxable only in that territory unless the employment is exercised in the other territory. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other territory.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a territory in respect of an employment exercised in the other territory shall be taxable only in the first-mentioned territory if:

- a) the recipient is present in the other territory for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other territory, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other territory.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the territory of which the enterprise is a resident.

Article 16

Directors' fees

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a territory in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

Article 17

Artistes and sportspersons

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a territory as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other territory, may be taxed in that other territory.

2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the territory in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.

3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities exercised in a territory by an artistes or sportsperson if the visit to that territory is wholly or mainly supported

by public funds of one or both of the authorities administering a territory or any political subdivision or local authority thereof. In such case, the income is taxable only in the territory of which the artiste or the sportsperson is a resident.

Article 18

Pensions and annuities

1. Pensions and other similar remuneration paid to a resident of a territory in consideration of past employment, shall be taxable only in the territory in which they arise. This provision shall also apply to annuities and to pensions and other similar remuneration paid by an entity of a territory under social security legislation in force in that territory or under a public scheme organised by that territory in order to supplement the benefits of that social security legislation.

2. The term „annuity“ means a stated sum payable periodically at stated times during life or during a specified or ascertainable period of time under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money’s worth.

Article 19

Government service

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension or annuity, paid by an authority administering a territory, a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that territory or subdivision or authority shall be taxable only in that territory.
- b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other territory if the services are rendered in that territory and the individual is a resident of that territory who:
 - (i) is a national of that territory; or
 - (ii) did not become a resident of that territory solely for the purpose of rendering the services.

2. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages, pensions or annuities, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by an authority administering a territory or a political subdivision or a local authority thereof.

Article 20

Students

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a territory a resident of the other territory and who is present in the first-mentioned territory solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that territory, provided that such payments arise from sources outside that territory.

Article 21

Other income

1. Items of income of a resident of a territory, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that territory.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a territory, carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein,

or performs in that other territory independent personal service from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article, items of income of a resident of a territory not dealt with in the foregoing articles of this Agreement and arising in the other territory may also be taxed in that other territory.

Article 22

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a territory and situated in the other territory, may be taxed in that other territory.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a territory in the other territory for the purpose of performing independent personal services may be taxed in that other territory.
3. Capital of an enterprise of a territory represented by ships and aircraft operated in international traffic, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that territory.
4. All other elements of capital of a resident of a territory shall be taxable only in that territory.

Article 23

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of the law of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:
 - a) where a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in the other territory, the first-mentioned territory shall, subject to the provisions of paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
 - b) where a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 17 and paragraph 3 of Article 21 may be taxed in the other territory, the first-mentioned territory shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in the other territory. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the other territory;
 - c) the provisions of paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 where the other territory applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11 or 12 to such income.
2. Subject to the provisions of the law of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2 regarding the elimination of double taxation, double taxation shall be eliminated as follows:

where a resident of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2 derives income from the other territory, the amount of tax on that income paid in that other territory (but excluding, in the

case of a dividend, tax paid in respect of the profits out of which the dividend is paid) and in accordance with the provisions of this Agreement, shall be credited against the tax levied in the first-mentioned territory imposed on that resident. The amount of credit, however, shall not exceed the amount of the tax in the first-mentioned territory on that income computed in accordance with its taxation laws and regulations.

Article 24

Non-discrimination

1. Nationals of a territory shall not be subjected in the other territory to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other territory in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the territories.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory shall not be less favourably levied in that other territory than the taxation levied on enterprises of that other territory carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a territory to grant to residents of the other territory any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a territory to a resident of the other territory shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned territory. Similarly, any debts of an enterprise of a territory to a resident of the other territory shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned territory.
4. Enterprises of a territory, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other territory, shall not be subjected in the first-mentioned territory to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned territory are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall apply to taxes which are the subject of this Agreement.
6. This Article shall not be construed so as to apply to any provision of the laws of a territory which:
 - a) does not allow tax rebates, credits or exemption in relation to dividends paid by a company that is a resident of that territory for purposes of its tax; or
 - b) is designed for the purpose of the promotion of economic development and public policy and is not applicable in the case of a permanent establishment of an enterprise which is a resident of the other territory provided that the first mentioned territory does not impose income tax on the earnings which are repatriated to that enterprise by its permanent establishment.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the territories result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those territories, present his case to the competent authority of the territory of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the territory of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.

2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other territory, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the territories.

3. The competent authorities of the territories shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.

4. The competent authorities of the territories may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the territories shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes covered by this Agreement imposed on behalf of the territories, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Article 1.

2. Any information received under paragraph 1 by a territory shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that territory and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.

3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a territory the obligation:

- a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other territory;
- b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other territory;
- c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (ordre public).

4. If information is requested by a territory in accordance with this Article, the other territory shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other territory may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a territory to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.

5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a territory to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

Article 27

Limitation on benefits

Notwithstanding the provisions of any other Article of this Agreement, a resident of a territory shall not receive the benefit of any reduction in or exemption from tax provided for in the Agreement by

the other territory if as a result of consultations between the competent authorities of both territories it is established that the conduct of operations by such resident had for the main purpose or one of the main purposes to obtain the benefits of this Agreement.

Article 28

Staff of representative offices

The provisions of Article 19 are applicable to staff of the Luxembourg Trade and Investment Office, Taipei and staff of the representative office responsible for relations with Luxembourg sent by the governing authorities of Taiwan.

Article 29

Entry into force

1. The Agreement shall be approved in accordance with the internal legal procedures under the laws in force of both territories. The Agreement shall enter into force on the date of the later notification of the competent authorities that the internal legal procedures have been completed.
2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income payable on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

Article 30

Termination

1. The Agreement shall be applicable indefinitely in each territory. The competent authorities of the territories may communicate with each other for the purpose of the termination of this Agreement. In that event, the information of termination to the other territory shall be given at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of the entry into force of this Agreement.
2. The Agreement shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income payable on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the information of termination is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which information of termination is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Luxembourg this day of 19th December 2011, in the English language.

*For the Direct Tax Administration
of Luxembourg*
(signature)

*For the Taxation Agency of the Ministry
of Finance in Taipei, Taiwan*
(signature)

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement.

I. With reference to Article 4

A collective investment vehicle which is established in a territory and that is treated as a body corporate for tax purposes in this territory shall be considered as a resident of the territory in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 26

The competent authority of the requesting territory shall provide the following information to the competent authority of the requested territory when making a request for information under the Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting territory wishes to receive the information from the requested territory;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
- d) grounds for believing that the information requested is held in the requested territory or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested territory;
- e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
- f) a statement that the requesting territory has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Luxembourg this day of 19th December 2011, in the English language.

*For the Direct Tax Administration
of Luxembourg*
(signature)

*For the Taxation Agency of the Ministry
of Finance in Taipei, Taiwan*
(signature)

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau

6552

Bulletin de Vote (Vote Public)

Page 1/2

Date: 09/07/2014 17:10:17
 Scrutin: 3
 Vote: PL 6552 Doubles impositions
 Taiwan
 Description: Projet de loi 6552

Président: M. Di Bartolomeo Mars
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	53	2	0	55
Procuration:	4	0	0	4
Total:	57	2	0	59

Nom du député	Vote	(Procuration)	Nom du député	Vote	(Procuration)
déi gréng					
M. Adam Claude	Oui		M. Kox Henri	Oui	
Mme Lorsché Josée	Oui		Mme Loschetter Viviane	Oui	
M. Traversini Roberto	Oui	(Mme Loschetter Vivia)	Mme Wickler Christiane	Oui	

CSV					
Mme Adehm Diane	Oui		Mme Andrich-Duval Sylv	Oui	(Mme Arendt Nancy)
Mme Arendt Nancy	Oui		M. Eicher Emile	Oui	
M. Eischen Félix	Oui		M. Frieden Luc	Oui	
M. Gloden Léon	Oui		M. Halsdorf Jean-Marie	Oui	
Mme Hansen_ Martine	Oui		Mme Hetto-Gaasch Franç	Oui	
M. Kaes Aly	Oui		M. Lies Marc	Oui	
M. Meyers Paul-Henri	Oui		Mme Modert Octavie	Oui	
M. Mosar Laurent	Oui		M. Oberweis Marcel	Oui	
M. Roth Gilles	Oui		M. Schank Marco	Oui	
M. Spautz Marc	Oui		M. Wilmes Serge	Oui	
M. Wiseler Claude	Oui		M. Wolter Michel	Oui	

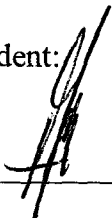
LSAP					
M. Angel Marc	Oui		M. Arndt Fränk	Oui	
M. Bodry Alex	Oui		Mme Bofferding Taina	Oui	
Mme Burton Tess	Oui		M. Cruchten Yves	Oui	
Mme Dall'Agnol Claudia	Oui		M. Di Bartolomeo Mars	Oui	
M. Engel Georges	Oui		M. Fayot Franz	Oui	
M. Haagen Claude	Oui		Mme Hemmen Cécile	Oui	
M. Negri Roger	Oui				

DP					
M. Arendt Guy	Oui		M. Bauler André	Oui	
M. Baum Gilles	Oui		Mme Beissel Simone	Oui	
M. Berger Eugène	Oui		Mme Brasseur Anne	Oui	
M. Delles Lex	Oui		Mme Elvinger Joëlle	Oui	
M. Graas Gusty	Oui		M. Hahn Max	Oui	
M. Krieps Alexander	Oui	(M. Bauler André)	M. Mertens Edy	Oui	
Mme Polfer Lydie	Oui				

ADR					
M. Gibéryen Gast	Oui	(M. Reding Roy)	M. Kartheiser Fernand	Oui	
M. Reding Roy	Oui				

déi Lénk					
M. Turpel Justin	Abst		M. Urbany Serge	Abst	

Le Président:



Le Secrétaire général:

Date: 09/07/2014 17:10:17
 Scrutin: 3
 Vote: PL 6552 Doubles impositions
 Taiwan
 Description: Projet de loi 6552

Président: M. Di Bartolomeo Mars
 Secrétaire A: M. Frieseisen Claude
 Secrétaire B: Mme Barra Isabelle

	Oui	Abst	Non	Total
Présents:	53	2	0	55
Procuration:	4	0	0	4
Total:	57	2	0	59

n'ont pas participé au vote:


Nom du député

Nom du député

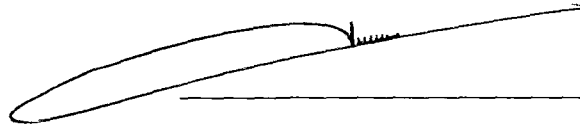
CSV

M. Juncker Jean-Claude

Le Président:



Le Secrétaire général:



6552/09

N° 6552⁹

CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

* * *

**DISPENSE DU SECOND VOTE CONSTITUTIONNEL
PAR LE CONSEIL D'ETAT**

(11.7.2014)

Le Conseil d'Etat,

appelé par dépêche du Premier Ministre, Ministre d'Etat, du 11 juillet 2014 à délibérer sur la question de dispense du second vote constitutionnel du

PROJET DE LOI

portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

qui a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance du 9 juillet 2014 et dispensé du second vote constitutionnel;

Vu ledit projet de loi et les avis émis par le Conseil d'Etat en ses séances des 2 juillet 2013 et 1er juillet 2014;

se déclare d'accord

avec la Chambre des députés pour dispenser le projet de loi en question du second vote prévu par l'article 59 de la Constitution.

Ainsi décidé en séance publique du 11 juillet 2014.

Le Secrétaire général,
Marc BESCH

Le Président,
Victor GILLEN

CTIE – Division Imprimés et Fournitures de bureau



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 07 juillet 2014

Ordre du jour :

1. Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 4 juillet 2014
2. 6631 Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat
- Rapporteur: Monsieur Guy Arendt
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6552 Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011
- Rapporteur: Madame Joëlle Elvinger
- Présentation et adoption d'un projet de rapport
4. Divers

*

Présents : M. Marc Angel remplaçant M. Claude Haagen, M. Guy Arendt, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Henri Kox, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

M. Justin Turpel, député (observateur)
M. Etienne Reuter, Mme Pascale Toussing, du Ministère des Finances
Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Claude Haagen, M. Jean-Claude Juncker, Mme Viviane Loschetter

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission

*

1. **Approbation du projet de procès-verbal de la réunion du 4 juillet 2014**

Le projet de procès-verbal est approuvé.

2. 6631 Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est adopté par 9 voix pour et une abstention (M. Gast Gibéryen).

Il est rappelé que (extraits du rapport) :

- le rendement des certificats émis par le « special purpose vehicule » (SPV) dépendra de l'offre et de la demande sur les marchés financiers. Il devrait correspondre à celui d'un emprunt obligataire classique. Les investisseurs seront rémunérés au moyen d'une partie des loyers payés par l'Etat en tant que locataire des immeubles visés. L'autre partie des loyers servira à la couverture des frais encourus par le véhicule ;
- le mode de placement du sukuk ne se distingue pas de celui d'un emprunt obligataire classique; il sera fait appel à un syndicat de banques. Pour ce qui est du public-cible, le sukuk est susceptible d'intéresser avant tout, mais pas exclusivement, une clientèle des pays du Golfe et d'autres pays musulmans, sans pour autant se limiter à cette clientèle, le prospectus d'émission du sukuk apportant les précisions nécessaires.

3. 6552 Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Le rapporteur présente le contenu de son projet de rapport qui est ensuite adopté à l'unanimité.

4. Divers

Les prochaines réunions de la Commission auront lieu :

- le 14 juillet 2014 à **8:00** heures pour adopter le projet de rapport concernant le projet de loi 6625 ;
- le 15 juillet 2014 à 9:00 heures (réunion jointe avec la Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire).

Luxembourg, le 7 juillet 2014

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Eugène Berger



Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 04 juillet 2014

Ordre du jour :

1. 6625 Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales
- Rapporteur: Monsieur Guy Arendt
- Adoption d'une série d'amendements parlementaires
2. 6552 Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011
- Rapporteur: Madame Joëlle Elvinger
- Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'Etat
3. Divers

*

Présents : Mme Diane Adehm remplaçant M. Jean-Claude Juncker, M. Marc Angel remplaçant M. Alex Bodry, M. Guy Arendt, M. Eugène Berger, M. Franz Fayot, M. Luc Frieden, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Max Hahn remplaçant Mme Joëlle Elvinger, M. Henri Kox, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

Mme Caroline Peffer, M. Etienne Reuter, Mme Pascale Toussing, du Ministère des Finances

Mme Hélène Massard, du Ministère de la Justice

Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Jean-Claude Juncker, Mme Viviane Loschetter

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission

*

1. 6625 Projet de loi relative à l'immobilisation des actions et parts au porteur et à la tenue du registre des actions nominatives et du registre des actions au porteur et portant modification de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales

Monsieur le Président présente les propositions d'amendement transmises par courrier électronique du 3 juillet 2014 aux membres de la Commission. Les amendements sont adoptés à l'unanimité.

La lettre d'amendement est envoyée aujourd'hui même au Conseil d'Etat avec demande de la mettre à l'ordre du jour de la séance plénière du 11 juillet 2014. Le projet de rapport relatif au projet de loi pourra alors être présenté et adopté au cours d'une réunion fixée au 14 juillet 2014 à 8:00 heures afin que le projet de loi puisse être mis à l'ordre du jour de la séance publique du 16 juillet 2014.

2. 6552 Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Monsieur le Président présente brièvement l'avis complémentaire du Conseil d'Etat.

L'adoption des projets de rapport relatifs au présent projet de loi, ainsi qu'au projet de loi 6631 (sukuk) est mise à l'ordre du jour d'une réunion prévue le 7 juillet 2014 à 8:30 heures.

Luxembourg, le 4 juillet 2014

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Eugène Berger



CHAMBRE DES DEPUTES

Session extraordinaire 2013-2014

CG/pk

Commission des Finances et du Budget

Procès-verbal de la réunion du 19 juin 2014

ORDRE DU JOUR :

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 27 mai 2014 et des deux réunions du 3 juin 2014
2. 6597 Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:
 - a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat
 - b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances
 - Rapporteur: Monsieur Eugène Berger
 - Présentation et adoption d'un projet de rapport
3. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:
 - de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;
 - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial;
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;
 - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934
 - de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises
 - Rapporteur: Madame Joëlle Elvinger
 - Suite de l'examen du projet de loi
4. 6631 Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat
 - Rapporteur: Monsieur Marc Hansen
 - Désignation d'un nouveau rapporteur
 - Examen de l'avis du Conseil d'Etat
5. 6552 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir

la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

- Désignation d'un rapporteur
- Présentation du projet de loi
- Examen de l'avis du Conseil d'Etat

6. Divers

*

Présents : M. Guy Arendt, M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, Mme Joëlle Elvinger, M. Franz Fayot, M. Gast Gibéryen, M. Claude Haagen, M. Henri Kox, M. Gilles Roth, M. Claude Wiseler

Mme Isabelle Goubin, M. Etienne Reuter, Mme Pascale Toussing, du Ministère des Finances
M. Guy Heintz, Directeur de l'Administration des Contributions Directes
Mme Caroline Guezennec, de l'Administration parlementaire

Excusés : M. Jean-Claude Juncker, Mme Viviane Loschetter

*

Présidence : M. Eugène Berger, Président de la Commission

*

1. Approbation des projets de procès-verbal des réunions des 13 et 27 mai 2014 et des deux réunions du 3 juin 2014

Les projets de procès-verbal sont approuvés.

- 2. 6597 Projet de loi relatif à la coordination et à la gouvernance des finances publiques et modifiant:**
- a) la loi modifiée du 8 juin 1999 sur le budget, la comptabilité et la trésorerie de l'Etat**
 - b) la loi modifiée du 10 mars 1969 portant institution d'une inspection générale des finances**

Monsieur le rapporteur présente brièvement son projet de rapport qui est adopté à l'unanimité.

La Commission choisit le modèle 1 pour les débats en séance publique.

- 3. 6595 Projet de loi relative à la fondation patrimoniale et portant modification:**
- de la loi modifiée du 4 décembre 1967 concernant l'impôt sur le revenu;**
 - de la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune;**
 - de la loi modifiée du 1er décembre 1936 sur l'impôt commercial;**
 - de la loi modifiée du 31 mai 1999 régissant la domiciliation des sociétés;**
 - de la loi modifiée d'adaptation fiscale du 16 octobre 1934**
 - de la loi modifiée du 19 décembre 2002 concernant le registre de**

commerce et des sociétés ainsi que la comptabilité et les comptes annuels des entreprises

La Commission constate qu'il n'y a plus de questions quant au contenu du projet de loi.

Un membre du groupe parlementaire CSV souhaite savoir de la part des administrations fiscales si elles sont conscientes du fait qu'un résident pourrait recourir à la fondation patrimoniale pour contourner certaines règles fiscales.

Les membres de la majorité signalent qu'il aurait été utile de connaître l'avis de l'auteur du projet de loi à ce sujet. Il est rappelé que l'instrument de la fondation patrimoniale est surtout mis en place pour amener des familles fortunées non résidentes à y placer leur fortune.

4. 6631 Projet de loi portant autorisation d'aliénation de trois immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat

M. Guy Arendt est nommé nouveau rapporteur du projet de loi.

Une représentante du ministère des Finances présente le contenu du projet de loi, ainsi que l'avis du Conseil d'Etat. Elle apporte les explications suivantes aux différentes questions soulevées par ce dernier dans ses **considérations générales**:

Comme le Conseil d'Etat l'a remarqué à juste titre, l'émission d'un sukuk adossée à trois immeubles appartenant à l'Etat luxembourgeois s'inscrit dans la stratégie du Gouvernement de positionner la place financière de Luxembourg sur le créneau de la finance islamique. La finance islamique est un secteur en pleine expansion de sorte que des places financières telles que Londres ou Paris ont d'ores et déjà pris des mesures visant à attirer les grandes fortunes intéressées à faire des investissements/placements en conformité avec les règles de la sharia.

L'opération envisagée fera du Luxembourg le premier Etat souverain - en dehors des pays musulmans - à émettre et à commercialiser un sukuk libellé en euros. Le Luxembourg répond ainsi non seulement aux demandes d'une catégorie croissante de clients désireux de faire des investissements/placements dans le respect des principes de la finance islamique, mais démontre également ses capacités de satisfaire aux besoins d'une clientèle de plus en plus sophistiquée, de développer des produits novateurs et de s'adapter aux développements des marchés.

L'opération dite sukuk implique le recours à un véhicule de structuration de droit luxembourgeois. L'Etat luxembourgeois vendra les trois immeubles visés à un véhicule luxembourgeois, en l'occurrence une société anonyme unipersonnelle. Le capital social de ce véhicule sera entièrement souscrit par l'Etat luxembourgeois qui deviendra l'unique actionnaire du véhicule. L'acquisition des 3 immeubles par le véhicule sera financée via l'émission sukuk d'un montant de 200 millions dans le chef de ce véhicule. L'émission sukuk sera placée par un syndicat bancaire auprès des investisseurs, à l'instar des émissions obligataires dites classiques. L'Etat a l'obligation légale de racheter les 3 immeubles à un prix égal au prix d'acquisition, à l'expiration de la période de 5 ans qui commence à courir à partir de la date d'acquisition des 3 immeubles par le véhicule. Les investisseurs seront rémunérés au moyen d'une partie des loyers payés par l'Etat en tant que locataire des immeubles visés. L'autre partie des loyers sert à la couverture des frais encourus par le véhicule. Conformément à l'article 99 de la Constitution, la vente des trois immeubles appartenant à l'Etat doit être autorisée par une loi spéciale. C'est précisément l'objet du projet de loi sous rubrique comme l'indique notamment son intitulé.

Les aspects pratiques liés à la levée de capitaux sous forme de sukuk pour financer l'achat des immeubles ne sont pas réglés dans la loi. Ils s'apparentent aux modalités relatives aux émissions obligataires classiques.

Ad sukuk vs véhicule classique de droit luxembourgeois

Le Conseil d'Etat juge utile, s'agissant de la première occurrence du sukuk en droit luxembourgeois, d'avoir une explication convaincante en quoi ce type de financement convient mieux qu'un véhicule classique de droit luxembourgeois.

L'opération de vente des immeubles administratifs en vue de leur location et de leur rachat se fera par le biais d'une société anonyme unipersonnelle de droit luxembourgeois. L'Etat financera l'opération via une émission sukuk plutôt que via une émission obligataire classique aux fins de diversifier la place financière et de promouvoir le Luxembourg comme centre d'excellence de la finance islamique en Europe. Le sukuk constitue un moyen de financement alternatif suppléant la panoplie traditionnelle d'instruments de financement à disposition de l'Etat. L'Etat se réserve le droit de recourir à nouveau à une émission sukuk pour subvenir à ses besoins de financement en fonction de l'expérience tirée de la présente opération et de la demande pour ce type de produit.

Ad coût du sukuk

Le Conseil d'Etat fait remarquer que de nombreux experts soutiendraient que, par principe, un financement via sukuk est plus coûteux pour l'émetteur qu'un financement obligataire classique, notamment en raison de l'obligation de mettre en place un «sharia committee».

Il n'est pas exclu que le coût lié à l'émission sukuk dépasse celui d'une émission obligataire classique en termes financiers, si l'on considère l'opération de manière isolée. Toutefois, il convient de regarder au-delà des considérations se limitant uniquement à cette opération isolée pour tenir compte des retombées économiques positives que la finance islamique peut engendrer pour l'économie luxembourgeoise. La demande pour des produits conformes aux règles de la sharia évolue à la hausse. L'opération sukuk sous rubrique offre au Luxembourg l'opportunité d'attirer l'attention des investisseurs intéressés sur notre place financière, de renforcer les liens économiques avec les pays du Golfe et d'autres pays musulmans et de se positionner sur le créneau prometteur de la finance islamique. Elle offre dès lors le potentiel d'attirer de nouveaux capitaux et de nouveaux investisseurs, ce qui bénéficiera aux finances publiques et à l'économie luxembourgeoise dans son ensemble. S'il est évident que ces retombées positives sont difficiles à chiffrer, il n'en reste pas moins qu'une analyse approfondie des coûts liés à l'émission sukuk devrait en tenir compte. Au vu de ce qui précède, les coûts liés à l'émission sukuk sous rubrique peuvent paraître justifiés au regard des intérêts économiques en jeu pour notre pays.

Ad absence de recours à un réviseur d'entreprises agréé

Le Conseil d'Etat constate que le projet de loi ne mentionne pas le rapport qu'un réviseur d'entreprises agréé doit établir, conformément à l'article 26-1, paragraphe 2 de la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, préalablement à la constitution d'une société en cas d'apports autres qu'en numéraire.

La disposition en question ne s'applique pas dans le cas d'espèces étant donné que le capital social de la société anonyme unipersonnelle de droit luxembourgeois à constituer sera financé par un apport en numéraire de la part de l'Etat. Le véhicule financera par la suite l'acquisition des trois immeubles via l'émission sukuk, qui peut être assimilée à plusieurs égards à un emprunt obligataire classique. Les trois immeubles ne constituent dès lors pas un apport en nature au véhicule.

Ad mode de placement des sukuk et investisseurs-cibles

Le Conseil d'Etat souligne que le projet de loi reste muet sur le mode de placement des sukuk et les investisseurs-cibles, tout en reconnaissant que les réponses à ces questions ne sont pas absolument essentielles pour la régularité du projet de loi.

Le mode de placement du sukuk ne se distingue pas de celui d'un emprunt obligataire classique; il sera fait appel à un syndicat de banques. Pour ce qui est du public-cible, le sukuk est susceptible d'intéresser avant tout, mais pas exclusivement, une clientèle des pays du Golfe et d'autres pays musulmans, sans pour autant se limiter à cette clientèle, le prospectus d'émission du sukuk apportant les précisions nécessaires.

Ad couverture d'assurance et garantie étatique

Le Conseil d'Etat s'interroge sur les conséquences sur le patrimoine de la société anonyme unipersonnelle et donc de l'Etat (sur base de la fiction qu'il s'agit du seul et même patrimoine) si un ou plusieurs des immeubles en venaient à périr, partiellement ou totalement, par exemple par voie d'un incendie, d'un accident ou d'une attaque terroriste. Il recommande vivement de se procurer une couverture d'assurance intégrale pour ce type d'événement.

Les risques évoqués par le Conseil d'Etat à titre d'exemple sont les risques que doit supporter tout propriétaire d'immeuble. C'est ainsi que l'Etat luxembourgeois aurait dû supporter les risques évoqués par le Conseil d'Etat, s'il était resté propriétaire des immeubles. Le fait que l'Etat procédera à une vente suivie d'un rachat des immeubles via une opération sukuk n'exposera pas l'Etat à de nouveaux risques en sus de ceux qu'il aurait dû supporter s'il était resté propriétaire des immeubles.

La garantie étatique n'est pas une garantie illimitée, mais s'inscrit dans le cadre d'une opération qui est elle-même plafonnée et limitée à 5 ans. Elle se raccroche à une convention particulière et il ne peut dès lors être question d'une multiplication de garanties. D'un point de vue économique et financier, les certificats sukuk confèrent aux investisseurs un droit au remboursement de leur mise initiale et un rendement sous forme de loyers. La garantie de l'Etat luxembourgeois a pour unique objet de mettre les investisseurs dans les certificats sukuk dans la même position que des créanciers «classiques» en les protégeant contre les risques qui sont encourus par les propriétaires d'immeubles. Elle ne vise pas à mettre les investisseurs dans une situation plus favorable que des investisseurs dans des obligations «traditionnelles». Ces explications montrent que la garantie de l'Etat est plafonnée d'un point de vue économique, même s'il ne s'avère pas possible, pour des raisons liées aux règles de la sharia, de plafonner la garantie dans la loi.

Par ailleurs, il est envisagé que la société anonyme contracte une assurance pour les risques encourus.

Ad traitement fiscal du sukuk

Le Conseil d'Etat constate que le projet de loi est muet sur le traitement fiscal du sukuk.

Le projet de loi ne définit pas le régime fiscal applicable au sukuk, la circulaire du directeur des Contributions L.G.-A n° 55 du 12 janvier 2010 apportant les précisions nécessaires à ce sujet. La qualification fiscale des revenus générés diffère selon le traitement fiscal de chaque investisseur. A l'instar de tout autre produit bancaire il appartient au bénéficiaire final de déterminer le traitement fiscal lui applicable et de s'acquitter de ses obligations financières en la matière, tant *rationae loci* que *rationae materiae*.

Le traitement fiscal du SPV sera celui d'une société commerciale.

Commentaire des articles :

Article 1^{er}

Le Conseil d'Etat fait toute une série d'observations formelles et de fond relatives à l'article 1^{er}. Il convient de relever plus particulièrement que le Conseil d'Etat «recommande», sous peine d'opposition formelle, d'indiquer dans le texte même le prix de rachat des immeubles, conformément à l'article 99 de la Constitution.

La Commission des Finances et du Budget décide de reprendre en l'état la proposition de texte du Conseil d'Etat concernant l'article 1^{er}.

Article 2

Le Conseil d'Etat marque son désaccord avec une disposition qui permet au Gouvernement de fournir des garanties, dédommagements et autres engagements financiers non limitatifs à une série de bénéficiaires ou événements qui pourraient se produire en tant que risques financiers liés au véhicule mis en place par le projet sous avis. Il réserverait la dispense du second vote constitutionnel si le projet omettait de circonscrire en périmètre et en montant les engagements qui pourraient découler du présent article, ceci en vertu de l'article 99 de la Constitution.

Comme expliqué ci-avant, la garantie de l'Etat luxembourgeois a pour unique objet de mettre les investisseurs dans les certificats sukuk dans la même position que des créanciers «classiques» en les protégeant contre les risques qui sont encourus par les propriétaires d'immeubles. La garantie étatique ne vise pas à mettre les investisseurs dans une situation plus favorable que des investisseurs dans des obligations «traditionnelles». Dans le cadre de l'opération sukuk, l'Etat luxembourgeois continuera à supporter les risques qu'encourt le propriétaire d'un immeuble. D'un point de vue économique, l'Etat se trouve dès lors dans la même situation, que l'opération sukuk ait lieu ou non. Pour plus de détails, il y a lieu de se référer aux explications données ci-avant.

Le Conseil d'Etat réserve encore la dispense du second vote constitutionnel, en l'occurrence sur base de l'article 10bis de la Constitution, pour ce qui est de la garantie accordée aux «administrateurs, dirigeants et employés».

La Commission des Finances et du Budget décide unanimement de supprimer, à l'article 2, le passage «, y compris leurs administrateurs, dirigeants et employés» afin de rendre le texte conforme à l'article 10bis de la Constitution et partant de répondre aux préoccupations du Conseil (**amendement**). Cette suppression implique que le régime de responsabilité des administrateurs, dirigeants et employés sera régi par le droit commun, y inclus la loi du 25 juillet 1990 concernant le statut des administrateurs représentant l'Etat ou une personne morale de droit public dans une société anonyme.

La Commission des Finances et du Budget décide en outre de mieux circonscrire la garantie en s'inspirant du libellé proposé par le Conseil d'Etat pour définir la notion d'«événements». Il ne s'avère pas possible de circonscrire dans la loi le montant de la garantie de l'Etat pour des raisons liées aux règles de la sharia. Il convient toutefois de garder à l'esprit que, d'un point de vue économique, l'Etat se trouve dans la même situation, que l'opération sukuk ait lieu ou non.

Article 3

En sus d'une remarque purement formelle, le Conseil d'Etat en revient à ses interrogations concernant le mode de commercialisation et les destinataires du nouveau produit. Pour ce qui est des interrogations du Conseil d'Etat, il est renvoyé aux explications ci-avant.

Le Conseil d'Etat estime que le projet de loi s'interroge sur l'articulation de l'article 3 avec l'article 1^{er}. Selon le Conseil d'Etat, la formulation de l'article est incompréhensible dans la mesure où soit c'est l'Etat (et non le ministre) qui émet les titres représentant le sukuk, auquel cas la société anonyme unipersonnelle est superflue, soit c'est ladite société qui émet les titres, auquel cas il convient de reformuler l'article en ce sens, voire d'en faire l'économie.

La Commission des Finances et du Budget décide de donner suite à la suggestion du Conseil d'Etat de supprimer l'article 3 qui est superfétatoire eu égard au fait que l'émetteur du sukuk est le véhicule luxembourgeois acquéreur des 3 immeubles.

Echange de vues :

- L'Etat dispose d'une ligne d'emprunt (autorisée) non encore épuisée d'où il pourra retirer les 200 millions d'euros dont il aura besoin pour le rachat des immeubles dans cinq ans.
- L'article 1^{er} du projet de loi prévoit expressément la vente et le rachat pour le montant de 200 millions d'euros conformément à l'article 99 de la Constitution (cette phrase sera mentionnée dans le rapport du rapporteur).
- La durée du sukuk a été fixée en fonction de celles d'usage sur le marché des sukuks.
- Le montant du sukuk a été fixé en fonction de la valeur des immeubles se prêtant à faire l'objet d'un sukuk. Seuls les immeubles dépourvus de tout litige ou de tout autre problème peuvent être envisagés à cet effet.
- Un membre de l'opposition estime que l'emprunt que l'Etat devra faire dans 5 ans n'est pas comptabilisé immédiatement dans le calcul des emprunts selon les critères de Maastricht. Les représentants du ministère sont d'avis que le rachat par l'Etat des immeubles pour 200 millions d'euros dans 5 ans figurera pendant ces 5 ans en tant qu'engagement financier dans les statistiques selon le SEC. Ils s'engagent à vérifier ce point et à informer les membres de la Commission du résultat de leur recherche.

5. 6552 Projet de loi portant approbation de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et du Protocole y relatif, signés à Luxembourg, le 19 décembre 2011

Mme Joëlle Elvinger est nommée rapporteur du projet de loi.

Dans son avis, le Conseil d'Etat s'est opposé formellement au texte initial du projet de loi le jugeant contraire à l'article 37 de la Constitution. Comme l'accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei n'a pas été conclu par le Grand-Duc avec un sujet de droit international, ce document

ne constitue, selon lui, un traité ni au sens de l'article 37 de la Constitution ni en droit international.

Dans un courrier qu'il a adressé au Premier Ministre en date du 20 décembre 2013, le Conseil d'Etat a néanmoins proposé au Gouvernement, s'il avait des hésitations à suivre la voie tracée par le Conseil d'Etat dans son avis, de remplacer le texte initial du projet de loi par un texte s'alignant sur le *dispositif de la loi belge du 3 décembre 2005 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre le Belgian Office, Taipei et le Taipei Representative Office in Belgium tendant à éviter la double imposition et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu, et du Protocole, signés à Bruxelles, le 13 octobre 2004* auquel les documents en cause pourraient être repris de manière intacte et dans la langue de rédaction de l'accord visé, en l'espèce la langue anglaise, dans la loi. Dans cette hypothèse, l'accord conclu obtiendrait force de loi sans relever du droit international.

La Commission des Finances et du Budget, à laquelle ce courrier a été soumis au cours de la présente réunion, décide unanimement de reprendre ce texte et d'en informer le Conseil d'Etat par le biais d'un amendement.

Le texte suivant est soumis au Conseil d'Etat :

« Projet de loi portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011

Art. 1^{er}. L'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011, dont le texte est joint à la présente loi, sortiront, sous condition de réciprocité, leur plein et entier effet conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de l'Accord.

Art. 2. La présente loi entre en vigueur à la date à laquelle l'Accord et le Protocole visés à l'article 1^{er} entrent en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 1^{er} de cet Accord.

Art. 3. La présente loi cessera de s'appliquer :

1. si le principe de réciprocité mentionné à l'article 1^{er} n'est pas observé;
- ou
2. en cas de dénonciation de l'Accord et du Protocole visés à l'article 1^{er}, aux impôts sur le revenu auxquels les dispositions de cet Accord et de ce Protocole cesseront de s'appliquer conformément à l'article 30 de cet Accord. ».

6. Divers

Aucun point divers n'a été abordé.

Luxembourg, le 25 juin 2014

La secrétaire,
Caroline Guezennec

Le Président,
Eugène Berger

6552

MEMORIAL
Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL
Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DE LEGISLATION

A — N° 123

15 juillet 2014

S o m m a i r e

Loi du 12 juillet 2014 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011 page **1770**

Loi du 12 juillet 2014 portant des dispositions fiscales diverses en vue de l'application de l'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011.

Nous Henri, Grand-Duc de Luxembourg, Duc de Nassau,

Notre Conseil d'Etat entendu;

De l'assentiment de la Chambre des Députés;

Vu la décision de la Chambre des Députés du 9 juillet 2014 et celle du Conseil d'Etat du 11 juillet 2014 portant qu'il n'y a pas lieu à second vote;

Avons ordonné et ordonnons:

Art. 1^{er}. L'Accord entre l'Administration des Contributions Directes du Luxembourg et l'Agence des impôts du Ministère des Finances à Taipei, Taïwan tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir la fraude fiscale en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune, et le Protocole y relatif, signés à Luxembourg le 19 décembre 2011, dont le texte est joint à la présente loi, sortiront, sous condition de réciprocité, leur plein et entier effet conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 2 de l'Accord.

Art. 2. La présente loi entre en vigueur à la date à laquelle l'Accord et le Protocole visés à l'article 1^{er} entrent en vigueur conformément aux dispositions de l'article 29, paragraphe 1^{er} de cet Accord.

Art. 3. La présente loi cessera de s'appliquer:

1. si le principe de réciprocité mentionné à l'article 1^{er} n'est pas observé;
ou
2. en cas de dénonciation de l'Accord et du Protocole visés à l'article 1^{er}, aux impôts sur le revenu auxquels les dispositions de cet Accord et de ce Protocole cesseront de s'appliquer conformément à l'article 30 de cet Accord.

Mandons et ordonnons que la présente loi soit insérée au Mémorial pour être exécutée et observée par tous ceux que la chose concerne.

Le Ministre des Finances,
Pierre Gramegna

Cabasson, le 12 juillet 2014.
Henri

Doc. parl. 6552; sess. ord. 2012-2013 et sess. extraord. 2013-2014.

AGREEMENT

between the Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital

The Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan Desiring to conclude an Agreement for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, have agreed as follows:

Article 1

Persons covered

This Agreement shall apply to persons who are residents of one or both of the territories referred to in paragraph 3 of Article 2.

Article 2

Taxes covered

1. This Agreement shall apply to taxes on income and on capital imposed on behalf of each territory or of its political subdivisions or local authorities, irrespective of the manner in which they are levied.
2. There shall be regarded as taxes on income and on capital all taxes imposed on total income, on total capital, or on elements of income or of capital, including taxes on gains from the alienation of movable or immovable property, taxes on the total amounts of wages or salaries paid by enterprises, as well as taxes on capital appreciation.
3. The existing taxes to which the Agreement shall apply are in particular:
 - a) in the territory in which the taxation law administered by the Direct Tax Administration (Administration des Contributions Directes) of Luxembourg is applied:
 - (i) the income tax on individuals (l'impôt sur le revenu des personnes physiques);
 - (ii) the corporation tax (l'impôt sur le revenu des collectivités);
 - (iii) the capital tax (l'impôt sur la fortune); and
 - (iv) the communal trade tax (l'impôt commercial communal);
 including the surcharges levied thereon, whether or not they are collected by withholding at source;
 - b) in the territory in which the taxation laws administered by the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan are applied:
 - (i) the profit-seeking enterprise income tax;
 - (ii) the individual consolidated income tax; and
 - (iii) the income basic tax;
 including the surcharges levied thereon, whether or not they are collected by withholding at source.
4. The Agreement shall apply also to any identical or substantially similar taxes that are imposed after the date of signature of the Agreement in addition to, or in place of, the existing taxes. The competent authorities of the territories shall notify each other of any significant changes that have been made in their taxation laws.

Article 3

General definitions

1. For the purposes of this Agreement, unless the context otherwise requires:
 - a) the term «territory» means the territory referred to in paragraph 3a) or 3b) of Article 2, as the context requires. The terms «other territory» and «territories» shall be construed accordingly;
 - b) the term «person» includes an individual, a company and any other body of persons;
 - c) the term «company» means any body corporate or any entity that is treated as a body corporate for tax purposes;
 - d) the terms «enterprise of a territory» and «enterprise of the other territory» mean respectively an enterprise carried on by a resident of a territory and an enterprise carried on by a resident of the other territory;
 - e) the term «international traffic» means any transport by a ship or aircraft operated by an enterprise of a territory, except when the ship or aircraft is operated solely between places in the other territory;
 - f) the term «competent authority» means:
 - (i) in the case of the territory in which the taxation law administered by the Direct Tax Administration (Administration des Contributions Directes) of Luxembourg is applied, the Director of Taxes or his authorised representative;

- (ii) in the case of the territory in which the taxation law administered by the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan is applied, the Director General of the Taxation Agency or his authorised representative.

2. As regards the application of the Agreement at any time by a territory, any term not defined therein shall, unless the context otherwise requires, have the meaning that it has at that time under the law of that territory for the purposes of the taxes to which the Agreement applies, any meaning under the applicable tax laws of that territory prevailing over a meaning given to the term under other laws of that territory.

Article 4

Resident

1. For the purposes of this Agreement, the term «resident of a territory» means any person who, under the laws of that territory, is liable to tax therein by reason of his domicile, residence, place of management, place of incorporation or any other criterion of a similar nature, and also includes the authority administering a territory or any political subdivision or local authority thereof.

2. A person is not a resident of a territory for the purposes of this Agreement if that person is liable to tax in that territory in respect only of income from sources in that territory or capital situated therein, provided that this paragraph shall not apply to individuals who are residents of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2, as long as resident individuals are taxed only in respect of income from sources in that territory in accordance with its Income Tax Act.

3. Where by reason of the provisions of paragraph 1 an individual is a resident of both territories, then his status shall be determined as follows:

- a) he shall be deemed to be a resident only of the territory in which he has a permanent home available to him; if he has a permanent home available to him in both territories, he shall be deemed to be a resident only of the territory with which his personal and economic relations are closer (centre of vital interests);
- b) if the territory in which he has his centre of vital interests cannot be determined, or if he has not a permanent home available to him in either territory, he shall be deemed to be a resident only of the territory in which he has an habitual abode;
- c) if he has an habitual abode in both territories or in neither of them, the competent authorities of the territories shall settle the question by mutual agreement.

4. Where by reason of the provisions of paragraph 1 a person other than an individual is a resident of both territories, the competent authorities of the territories shall endeavour to determine by mutual agreement the territory of which such person shall be deemed to be a resident for the purposes of the Agreement, having regard to its place of effective management, the place where it is incorporated or otherwise constituted and any other relevant factors. In the absence of such agreement, such person shall not be entitled to any relief or exemption from tax provided by this Agreement except to the extent and in such manner as may be agreed upon by the competent authorities of the territories.

Article 5

Permanent establishment

1. For the purposes of this Agreement, the term «permanent establishment» means a fixed place of business through which the business of an enterprise is wholly or partly carried on.

2. The term «permanent establishment» includes especially:

- a) a place of management;
- b) a branch;
- c) an office;
- d) a factory;
- e) a workshop, and
- f) a mine, an oil or gas well, a quarry or any other place of extraction of natural resources.

3. The term «permanent establishment» also encompasses:

- a) a building site, a construction, a dredging project or assembly or installation project or supervisory activities in connection therewith, but only if such site, project or activities lasts more than 6 months;
- b) the furnishing of services, including consultancy services, by an enterprise of a territory through employees or other personnel or persons engaged by the enterprise for such purpose, but only if activities of that nature continue (for the same or a connected project) in the other territory for a period or periods aggregating more than 6 months within any twelve-month period.

4. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, the term «permanent establishment» shall be deemed not to include:

- a) the use of facilities solely for the purpose of storage, display or delivery of goods or merchandise belonging to the enterprise;
- b) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of storage, display or delivery;

- c) the maintenance of a stock of goods or merchandise belonging to the enterprise solely for the purpose of processing by another enterprise;
- d) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of purchasing goods or merchandise or of collecting information, for the enterprise;
- e) the maintenance of a fixed place of business solely for the purpose of carrying on, for the enterprise, any other activity of a preparatory or auxiliary character;
- f) the maintenance of a fixed place of business solely for any combination of activities mentioned in paragraphs a) to e), provided that the overall activity of the fixed place of business resulting from this combination is of a preparatory or auxiliary character.

5. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2, where a person – other than an agent of an independent status to whom paragraph 6 applies – is acting on behalf of an enterprise and has, and habitually exercises, in a territory an authority to conclude contracts in the name of the enterprise, that enterprise shall be deemed to have a permanent establishment in that territory in respect of any activities which that person undertakes for the enterprise, unless the activities of such person are limited to those mentioned in paragraph 4 which, if exercised through a fixed place of business, would not make this fixed place of business a permanent establishment under the provisions of that paragraph.

6. An enterprise shall not be deemed to have a permanent establishment in a territory merely because it carries on business in that territory through a broker, general commission agent or any other agent of an independent status, provided that such persons are acting in the ordinary course of their business.

7. The fact that a company which is a resident of a territory controls or is controlled by a company which is a resident of the other territory, or which carries on business in that other territory (whether through a permanent establishment or otherwise), shall not of itself constitute either company a permanent establishment of the other.

Article 6

Income from immovable property

1. Income derived by a resident of a territory from immovable property (including income from agriculture or forestry) situated in the other territory may be taxed in that other territory.

2. The term «immovable property» shall have the meaning which it has under the law of the territory in which the property in question is situated. The term shall in any case include property accessory to immovable property, livestock and equipment used in agriculture and forestry, rights to which the provisions of general law respecting landed property apply, usufruct of immovable property and rights to variable or fixed payments as consideration for the working of, or the right to work, mineral deposits, sources and other natural resources; ships, boats and aircraft shall not be regarded as immovable property.

3. The provisions of paragraph 1 shall apply to income derived from the direct use, letting, or use in any other form of immovable property.

4. The provisions of paragraphs 1 and 3 shall also apply to the income from immovable property of an enterprise and to income from immovable property used for the performance of independent personal services.

Article 7

Business profits

1. The profits of an enterprise of a territory shall be taxable only in that territory unless the enterprise carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein. If the enterprise carries on business as aforesaid, the profits of the enterprise may be taxed in the other territory but only so much of them as is attributable to that permanent establishment.

2. Subject to the provisions of paragraph 3, where an enterprise of a territory carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein, there shall in each territory be attributed to that permanent establishment the profits which it might be expected to make if it were a distinct and separate enterprise engaged in the same or similar activities under the same or similar conditions and dealing wholly independently with the enterprise of which it is a permanent establishment.

3. In determining the profits of a permanent establishment, there shall be allowed as deductions expenses which are incurred for the purposes of the permanent establishment, including executive and general administrative expenses so incurred, whether in the territory in which the permanent establishment is situated or elsewhere.

4. Insofar as it has been customary in a territory to determine the profits to be attributed to a permanent establishment on the basis of an apportionment of the total profits of the enterprise to its various parts, nothing in paragraph 2 shall preclude that territory from determining the profits to be taxed by such an apportionment as may be customary; the method of apportionment adopted shall, however, be such that the result shall be in accordance with the principles contained in this Article.

5. No profits shall be attributed to a permanent establishment by reason of the mere purchase by that permanent establishment of goods or merchandise for the enterprise.

6. For the purposes of the preceding paragraphs, the profits to be attributed to the permanent establishment shall be determined by the same method year by year unless there is good and sufficient reason to the contrary.

7. Where profits include items of income which are dealt with separately in other Articles of this Agreement, then the provisions of those Articles shall not be affected by the provisions of this Article.

Article 8

Shipping and air transport

1. Profits of an enterprise of a territory from the operation of ships or aircraft in international traffic shall be taxable only in that territory.
2. For the purposes of this Article, profits from the operation of ships or aircraft in international traffic include:
 - a) profits from the rental on a full (time or voyage) basis or a bareboat basis of ships or aircraft; and
 - b) profits from the use, maintenance or rental of containers (including trailers and related equipment for the transport of containers) used for the transport of goods or merchandise; where such rental or such use, maintenance or rental, as the case may be, is incidental to the operation of ships or aircraft in international traffic.
3. The provisions of paragraph 1 shall also apply to profits from the participation in a pool, a joint business or an international operating agency, but only so much of the profits so derived as is attributable to the participant in proportion to its share in the joint operation.

Article 9

Associated enterprises

1. Where
 - a) an enterprise of a territory participates directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of the other territory, or
 - b) the same persons participate directly or indirectly in the management, control or capital of an enterprise of a territory and an enterprise of the other territory,
 and in either case conditions are made or imposed between the two enterprises in their commercial or financial relations which differ from those which would be made between independent enterprises, then any profits which would, but for those conditions, have accrued to one of the enterprises, but, by reason of those conditions, have not so accrued, may be included in the profits of that enterprise and taxed accordingly.
2. Where a territory includes in the profits of an enterprise of that territory – and taxes accordingly – profits on which an enterprise of the other territory has been charged to tax in that other territory and the profits so included are profits which would have accrued to the enterprise of the first-mentioned territory if the conditions made between the two enterprises had been those which would have been made between independent enterprises, then that other territory shall make an appropriate adjustment to the amount of the tax charged therein on those profits if that other territory considers the adjustment justified. In determining such adjustment, due regard shall be had to the other provisions of this Agreement and the competent authorities of the territories shall if necessary consult each other.

Article 10

Dividends

1. Dividends paid by a company which is a resident of a territory to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.
2. However, such dividends may also be taxed in the territory of which the company paying the dividends is a resident and according to the laws of that territory, but if the beneficial owner of the dividends is a resident of the other territory, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 15 per cent of the gross amount of the dividends if the beneficial owner of the dividends is a collective investment vehicle established in the other territory and treated as a body corporate for tax purposes in that other territory;
 - b) 10 per cent of the gross amount of the dividends in all other cases.

This paragraph shall not affect the taxation of the company in respect of the profits out of which the dividends are paid.

3. The term «dividends» as used in this Article means income from shares, «jouissance» shares or «jouissance» rights, mining shares, founders' shares or other rights, not being debt-claims, participating in profits, as well as income from other corporate rights which is subjected to the same taxation treatment as income from shares by the laws of the territory of which the company making the distribution is a resident.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the dividends, being a resident of a territory, carries on business in the other territory of which the company paying the dividends is a resident, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such

permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

5. Where a company which is a resident of a territory derives profits or income from the other territory, that other territory may not impose any tax on the dividends paid by the company, except insofar as such dividends are paid to a resident of that other territory or insofar as the holding in respect of which the dividends are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base situated in that other territory, nor subject the company's undistributed profits to a tax on the company's undistributed profits, even if the dividends paid or the undistributed profits consist wholly or partly of profits or income arising in such other territory.

Article 11

Interest

1. Interest arising in a territory and paid to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.
2. However, such interest may also be taxed in the territory in which it arises and according to the laws in force in that territory, but if the beneficial owner of the interest is a resident of the other territory, the tax so charged shall not exceed:
 - a) 15 per cent of the gross amount of the interest if the beneficial owner of the interest is a collective investment vehicle established in the other territory and treated as a body corporate for tax purposes in that other territory;
 - b) 10 per cent of the gross amount of the interest in all other cases.
3. Notwithstanding the provisions of paragraph 2, interest arising in a territory shall be exempt from tax in that territory if it is paid:
 - a) to the other territory, a political subdivision or a local authority or the Central Bank thereof or any financial institution wholly owned or controlled by the other territory;
 - b) in respect of a loan granted, guaranteed or insured or a credit extended, guaranteed or insured by an approved instrumentality of the other territory which aims at promoting export;
 - c) on loans made between banks.
4. The term «interest» as used in this Article means income from debt-claims of every kind, whether or not secured by mortgage and whether or not carrying a right to participate in the debtor's profits, and in particular, income from government securities and income from bonds or debentures, including premiums and prizes attaching to such securities, bonds or debentures. Penalty charges for late payment shall not be regarded as interest for the purpose of this Article.
5. The provisions of paragraphs 1, 2 and 3 shall not apply if the beneficial owner of the interest, being a resident of a territory, carries on business in the other territory in which the interest arises, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein and the debt-claim in respect of which the interest is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.
6. Interest shall be deemed to arise in a territory when the payer is a resident of that territory. Where, however, the person paying the interest, whether he is a resident of a territory or not, has in a territory a permanent establishment or a fixed base in connection with which the indebtedness on which the interest is paid was incurred, and such interest is borne by such permanent establishment or fixed base, then such interest shall be deemed to arise in the territory in which the permanent establishment or fixed base is situated.
7. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the interest, having regard to the debt-claim for which it is paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each territory, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 12

Royalties

1. Royalties arising in a territory and paid to a resident of the other territory may be taxed in that other territory.
2. However, such royalties may also be taxed in the territory in which they arise and according to the laws of that territory, but if the recipient is the beneficial owner of the royalties the tax so charged shall not exceed 10 per cent of the gross amount of the royalties.
3. The term «royalties» as used in this Article means payments of any kind received as a consideration for the use of, or the right to use, any copyright of literary, artistic or scientific work including cinematograph films and films or tapes for television or radio broadcasting, any patent, trade mark, design or model, plan, secret formula or process, or for information concerning industrial, commercial or scientific experience.
4. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply if the beneficial owner of the royalties, being a resident of a territory, carries on business in the other territory in which the royalties arise, through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal services from a fixed base situated therein

and the right or property in respect of which the royalties are paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be shall apply.

5. Royalties shall be deemed to arise in a territory when the payer is a resident of that territory. Where, however, the person paying the royalties, whether he is a resident of a territory or not, has in a territory a permanent establishment or a fixed base in connection with which the liability to pay the royalties was incurred, and such royalties are borne by such permanent establishment or fixed base, then such royalties shall be deemed to arise in the territory in which the permanent establishment or fixed base is situated.

6. Where, by reason of a special relationship between the payer and the beneficial owner or between both of them and some other person, the amount of the royalties, having regard to the use, right or information for which they are paid, exceeds the amount which would have been agreed upon by the payer and the beneficial owner in the absence of such relationship, the provisions of this Article shall apply only to the last-mentioned amount. In such case, the excess part of the payments shall remain taxable according to the laws of each territory, due regard being had to the other provisions of this Agreement.

Article 13

Capital gains

1. Gains derived by a resident of a territory from the alienation of immovable property referred to in Article 6 and situated in the other territory may be taxed in that other territory.

2. Gains from the alienation of movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory or of movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a territory in the other territory for the purpose of performing independent personal services, including such gains from the alienation of such a permanent establishment (alone or with the whole enterprise) or of such fixed base, may be taxed in that other territory.

3. Gains derived by an enterprise of a territory from the alienation of ships or aircraft operated in international traffic or movable property pertaining to the operation of such ships or aircraft, shall be taxable only in that territory.

4. Gains from the alienation of any property other than that referred to in paragraphs 1, 2 and 3 shall be taxable only in the territory of which the alienator is a resident.

Article 14

Independent personal services

1. Income derived by a resident of a territory in respect of professional services or other activities of an independent character shall be taxable only in that territory except in the following circumstances, when such income may also be taxed in the other territory:

- a) if he has a fixed base regularly available to him in the other territory for the purpose of performing his activities; in that case, only so much of the income as is attributable to that fixed base may be taxed in that other territory; or
- b) if his stay in the other territory is for a period or periods amounting to or exceeding in the aggregate 183 days in any twelve-month period commencing or ending in the calendar year concerned; in that case, only so much income as is derived from his activities performed in that other territory may be taxed in that other territory.

2. The term «professional services» includes especially independent scientific, literary, artistic, educational or teaching activities as well as the independent activities of physicians, lawyers, engineers, architects, dentists and accountants.

Article 15

Dependent personal services

1. Subject to the provisions of Articles 16, 18 and 19, salaries, wages and other similar remuneration derived by a resident of a territory in respect of an employment shall be taxable only in that territory unless the employment is exercised in the other territory. If the employment is so exercised, such remuneration as is derived therefrom may be taxed in that other territory.

2. Notwithstanding the provisions of paragraph 1, remuneration derived by a resident of a territory in respect of an employment exercised in the other territory shall be taxable only in the first-mentioned territory if:

- a) the recipient is present in the other territory for a period or periods not exceeding in the aggregate 183 days in any twelve month period commencing or ending in the calendar year concerned, and
- b) the remuneration is paid by, or on behalf of, an employer who is not a resident of the other territory, and
- c) the remuneration is not borne by a permanent establishment or a fixed base which the employer has in the other territory.

3. Notwithstanding the preceding provisions of this Article, remuneration derived in respect of an employment exercised aboard a ship or aircraft operated in international traffic, may be taxed in the territory of which the enterprise is a resident.

*Article 16***Directors' fees**

Directors' fees and other similar payments derived by a resident of a territory in his capacity as a member of the board of directors of a company which is a resident of the other territory may be taxed in that other territory.

*Article 17***Artistes and sportspersons**

1. Notwithstanding the provisions of Articles 14 and 15, income derived by a resident of a territory as an entertainer, such as a theatre, motion picture, radio or television artiste, or a musician, or as a sportsperson, from his personal activities as such exercised in the other territory, may be taxed in that other territory.
2. Where income in respect of personal activities exercised by an entertainer or a sportsperson in his capacity as such accrues not to the entertainer or sportsperson himself but to another person, that income may, notwithstanding the provisions of Articles 7, 14 and 15, be taxed in the territory in which the activities of the entertainer or sportsperson are exercised.
3. The provisions of paragraphs 1 and 2 shall not apply to income derived from activities exercised in a territory by an artistes or sportsperson if the visit to that territory is wholly or mainly supported by public funds of one or both of the authorities administering a territory or any political subdivision or local authority thereof. In such case, the income is taxable only in the territory of which the artiste or the sportsperson is a resident.

*Article 18***Pensions and annuities**

1. Pensions and other similar remuneration paid to a resident of a territory in consideration of past employment, shall be taxable only in the territory in which they arise. This provision shall also apply to annuities and to pensions and other similar remuneration paid by an entity of a territory under social security legislation in force in that territory or under a public scheme organised by that territory in order to supplement the benefits of that social security legislation.
2. The term «annuity» means a stated sum payable periodically at stated times during life or during a specified or ascertainable period of time under an obligation to make the payments in return for adequate and full consideration in money or money's worth.

*Article 19***Government service**

1. a) Salaries, wages and other similar remuneration, other than a pension or annuity, paid by an authority administering a territory, a political subdivision or a local authority thereof to an individual in respect of services rendered to that territory or subdivision or authority shall be taxable only in that territory.
b) However, such salaries, wages and other similar remuneration shall be taxable only in the other territory if the services are rendered in that territory and the individual is a resident of that territory who:
 - (i) is a national of that territory; or
 - (ii) did not become a resident of that territory solely for the purpose of rendering the services.
2. The provisions of Articles 15, 16, 17 and 18 shall apply to salaries, wages, pensions or annuities, and other similar remuneration in respect of services rendered in connection with a business carried on by an authority administering a territory or a political subdivision or a local authority thereof.

*Article 20***Students**

Payments which a student or business apprentice who is or was immediately before visiting a territory a resident of the other territory and who is present in the first-mentioned territory solely for the purpose of his education or training receives for the purpose of his maintenance, education or training shall not be taxed in that territory, provided that such payments arise from sources outside that territory.

*Article 21***Other income**

1. Items of income of a resident of a territory, wherever arising, not dealt with in the foregoing Articles of this Agreement shall be taxable only in that territory.
2. The provisions of paragraph 1 shall not apply to income, other than income from immovable property as defined in paragraph 2 of Article 6, if the recipient of such income, being a resident of a territory, carries on business in the other territory through a permanent establishment situated therein, or performs in that other territory independent personal service from a fixed base situated therein, and the right or property in respect of which the income is paid is effectively connected with such permanent establishment or fixed base. In such case the provisions of Article 7 or Article 14, as the case may be, shall apply.

3. Notwithstanding the provisions of paragraphs 1 and 2 of this Article, items of income of a resident of a territory not dealt with in the foregoing articles of this Agreement and arising in the other territory may also be taxed in that other territory.

Article 22

Capital

1. Capital represented by immovable property referred to in Article 6, owned by a resident of a territory and situated in the other territory, may be taxed in that other territory.
2. Capital represented by movable property forming part of the business property of a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory or by movable property pertaining to a fixed base available to a resident of a territory in the other territory for the purpose of performing independent personal services may be taxed in that other territory.
3. Capital of an enterprise of a territory represented by ships and aircraft operated in international traffic, and by movable property pertaining to the operation of such ships and aircraft, shall be taxable only in that territory.
4. All other elements of capital of a resident of a territory shall be taxable only in that territory.

Article 23

Elimination of double taxation

1. Subject to the provisions of the law of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 regarding the elimination of double taxation which shall not affect the general principle hereof, double taxation shall be eliminated as follows:

- a) where a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 derives income or owns capital which, in accordance with the provisions of this Agreement, may be taxed in the other territory, the first-mentioned territory shall, subject to the provisions of paragraphs b) and c), exempt such income or capital from tax, but may, in order to calculate the amount of tax on the remaining income or capital of the resident, apply the same rates of tax as if the income or capital had not been exempted;
- b) where a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 derives income which, in accordance with the provisions of Articles 10, 11, 12, 17 and paragraph 3 of Article 21 may be taxed in the other territory, the first-mentioned territory shall allow as a deduction from the income tax on individuals or from the corporation tax of that resident an amount equal to the tax paid in the other territory. Such deduction shall not, however, exceed that part of the tax, as computed before the deduction is given, which is attributable to such items of income derived from the other territory;
- c) the provisions of paragraph a) shall not apply to income derived or capital owned by a resident of the territory referred to in paragraph 3a) of Article 2 where the other territory applies the provisions of this Agreement to exempt such income or capital from tax or applies the provisions of paragraph 2 of Article 10, 11 or 12 to such income.

2. Subject to the provisions of the law of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2 regarding the elimination of double taxation, double taxation shall be eliminated as follows:

where a resident of the territory referred to in paragraph 3b) of Article 2 derives income from the other territory, the amount of tax on that income paid in that other territory (but excluding, in the case of a dividend, tax paid in respect of the profits out of which the dividend is paid) and in accordance with the provisions of this Agreement, shall be credited against the tax levied in the first-mentioned territory imposed on that resident. The amount of credit, however, shall not exceed the amount of the tax in the first-mentioned territory on that income computed in accordance with its taxation laws and regulations.

Article 24

Non-discrimination

1. Nationals of a territory shall not be subjected in the other territory to any taxation or any requirement connected therewith, which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which nationals of that other territory in the same circumstances, in particular with respect to residence, are or may be subjected. This provision shall, notwithstanding the provisions of Article 1, also apply to persons who are not residents of one or both of the territories.
2. The taxation on a permanent establishment which an enterprise of a territory has in the other territory shall not be less favourably levied in that other territory than the taxation levied on enterprises of that other territory carrying on the same activities. This provision shall not be construed as obliging a territory to grant to residents of the other territory any personal allowances, reliefs and reductions for taxation purposes on account of civil status or family responsibilities which it grants to its own residents.
3. Except where the provisions of paragraph 1 of Article 9, paragraph 7 of Article 11, or paragraph 6 of Article 12, apply, interest, royalties and other disbursements paid by an enterprise of a territory to a resident of the other territory shall, for the purpose of determining the taxable profits of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been paid to a resident of the first-mentioned territory. Similarly, any debts of an enterprise of a territory to a

resident of the other territory shall, for the purpose of determining the taxable capital of such enterprise, be deductible under the same conditions as if they had been contracted to a resident of the first-mentioned territory.

4. Enterprises of a territory, the capital of which is wholly or partly owned or controlled, directly or indirectly, by one or more residents of the other territory, shall not be subjected in the first-mentioned territory to any taxation or any requirement connected therewith which is other or more burdensome than the taxation and connected requirements to which other similar enterprises of the first-mentioned territory are or may be subjected.
5. The provisions of this Article shall apply to taxes which are the subject of this Agreement.
6. This Article shall not be construed so as to apply to any provision of the laws of a territory which:
 - a) does not allow tax rebates, credits or exemption in relation to dividends paid by a company that is a resident of that territory for purposes of its tax; or
 - b) is designed for the purpose of the promotion of economic development and public policy and is not applicable in the case of a permanent establishment of an enterprise which is a resident of the other territory provided that the first mentioned territory does not impose income tax on the earnings which are repatriated to that enterprise by its permanent establishment.

Article 25

Mutual agreement procedure

1. Where a person considers that the actions of one or both of the territories result or will result for him in taxation not in accordance with the provisions of this Agreement, he may, irrespective of the remedies provided by the domestic law of those territories, present his case to the competent authority of the territory of which he is a resident or, if his case comes under paragraph 1 of Article 24, to that of the territory of which he is a national. The case must be presented within three years from the first notification of the action resulting in taxation not in accordance with the provisions of the Agreement.
2. The competent authority shall endeavour, if the objection appears to it to be justified and if it is not itself able to arrive at a satisfactory solution, to resolve the case by mutual agreement with the competent authority of the other territory, with a view to the avoidance of taxation which is not in accordance with the Agreement. Any agreement reached shall be implemented notwithstanding any time limits in the domestic law of the territories.
3. The competent authorities of the territories shall endeavour to resolve by mutual agreement any difficulties or doubts arising as to the interpretation or application of the Agreement. They may also consult together for the elimination of double taxation in cases not provided for in the Agreement.
4. The competent authorities of the territories may communicate with each other directly for the purpose of reaching an agreement in the sense of the preceding paragraphs.

Article 26

Exchange of information

1. The competent authorities of the territories shall exchange such information as is foreseeably relevant for carrying out the provisions of this Agreement or to the administration or enforcement of the domestic laws concerning taxes covered by this Agreement imposed on behalf of the territories, or of their political subdivisions or local authorities, insofar as the taxation thereunder is not contrary to the Agreement. The exchange of information is not restricted by Article 1.
2. Any information received under paragraph 1 by a territory shall be treated as secret in the same manner as information obtained under the domestic laws of that territory and shall be disclosed only to persons or authorities (including courts and administrative bodies) concerned with the assessment or collection of, the enforcement or prosecution in respect of, the determination of appeals in relation to the taxes referred to in paragraph 1, or the oversight of the above. Such persons or authorities shall use the information only for such purposes. They may disclose the information in public court proceedings or in judicial decisions.
3. In no case shall the provisions of paragraphs 1 and 2 be construed so as to impose on a territory the obligation:
 - a) to carry out administrative measures at variance with the laws and administrative practice of that or of the other territory;
 - b) to supply information which is not obtainable under the laws or in the normal course of the administration of that or of the other territory;
 - c) to supply information which would disclose any trade, business, industrial, commercial or professional secret or trade process, or information the disclosure of which would be contrary to public policy (*ordre public*).
4. If information is requested by a territory in accordance with this Article, the other territory shall use its information gathering measures to obtain the requested information, even though that other territory may not need such information for its own tax purposes. The obligation contained in the preceding sentence is subject to the limitations of paragraph 3 but in no case shall such limitations be construed to permit a territory to decline to supply information solely because it has no domestic interest in such information.
5. In no case shall the provisions of paragraph 3 be construed to permit a territory to decline to supply information upon request solely because the information is held by a bank, other financial institution, nominee or person acting in an agency or a fiduciary capacity or because it relates to ownership interests in a person.

*Article 27***Limitation on benefits**

Notwithstanding the provisions of any other Article of this Agreement, a resident of a territory shall not receive the benefit of any reduction in or exemption from tax provided for in the Agreement by the other territory if as a result of consultations between the competent authorities of both territories it is established that the conduct of operations by such resident had for the main purpose or one of the main purposes to obtain the benefits of this Agreement.

*Article 28***Staff of representative offices**

The provisions of Article 19 are applicable to staff of the Luxembourg Trade and Investment Office, Taipei and staff of the representative office responsible for relations with Luxembourg sent by the governing authorities of Taiwan.

*Article 29***Entry into force**

1. The Agreement shall be approved in accordance with the internal legal procedures under the laws in force of both territories. The Agreement shall enter into force on the date of the later notification of the competent authorities that the internal legal procedures have been completed.
2. The Agreement shall have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income payable on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the Agreement enters into force.

*Article 30***Termination**

1. The Agreement shall be applicable indefinitely in each territory. The competent authorities of the territories may communicate with each other for the purpose of the termination of this Agreement. In that event, the information of termination to the other territory shall be given at least six months before the end of any calendar year beginning after the expiration of a period of five years from the date of the entry into force of this Agreement.
2. The Agreement shall cease to have effect:
 - a) in respect of taxes withheld at source, to income payable on or after 1st January of the calendar year next following the year in which the information of termination is given;
 - b) in respect of other taxes on income, and taxes on capital, to taxes chargeable for any taxable year beginning on or after 1st January of the calendar year next following the year in which information of termination is given.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Agreement.

DONE in duplicate at Luxembourg this day of 19th December 2011, in the English language.

*For the Direct Tax Administration
of Luxembourg
(signature)*

*For the Taxation Agency of the Ministry
of Finance in Taipei, Taiwan
(signature)*

*

PROTOCOL

At the moment of the signing of the Agreement between the Direct Tax Administration of Luxembourg and the Taxation Agency of the Ministry of Finance in Taipei, Taiwan for the avoidance of double taxation and the prevention of fiscal evasion with respect to taxes on income and on capital, both sides have agreed upon the following provisions, which shall form an integral part of the Agreement:

I. With reference to Article 4:

A collective investment vehicle which is established in a territory and that is treated as a body corporate for tax purposes in this territory shall be considered as a resident of the territory in which it is established and as the beneficial owner of the income it receives.

II. With reference to Article 26:

The competent authority of the requesting territory shall provide the following information to the competent authority of the requested territory when making a request for information under the Agreement to demonstrate the foreseeable relevance of the information to the request:

- a) the identity of the person under examination or investigation;
- b) a statement of the information sought including its nature and the form in which the requesting territory wishes

- to receive the information from the requested territory;
- c) the tax purpose for which the information is sought;
 - d) grounds for believing that the information requested is held in the requested territory or is in the possession or control of a person within the jurisdiction of the requested territory;
 - e) to the extent known the name and address of any person believed to be in possession of the requested information;
 - f) a statement that the requesting territory has pursued all means available in its own territory to obtain the information, except those that would give rise to disproportionate difficulties.

IN WITNESS WHEREOF the undersigned, duly authorised thereto, have signed this Protocol.

DONE in duplicate at Luxembourg this day of 19th December 2011, in the English language.

*For the Direct Tax Administration
of Luxembourg
(signature)*

*For the Taxation Agency of the Ministry
of Finance in Taipei, Taiwan
(signature)*
